

## SOMMAIRE

### RAPPORT D'ENQUETE DE LA COMMISSAIRE ENQUETRICE

<b>1. CADRE GENERAL DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....</b>	<b>4</b>
1.1 L'objet de l'enquête publique.....	4
1.2 Présentation de la commune de Campagne : le contexte du projet présenté à partir du rapport de présentation, des questions et des recherches de la commissaire enquêtrice.....	4
1.2.1 Le village .....	4
1.2.2 Le Canal du Nord .....	5
1.2.3 Les voies d'accès et de circulation .....	5
1.2.4 La population.....	6
1.2.7 Les professions .....	7
1.2.5 Le bâti.....	7
1.2.6 Les services et équipements .....	8
1.2.7 La commune de Campagne au niveau environnemental .....	10
1.3 La justification de la procédure .....	10
1.3.1 L'historique des documents d'urbanisme de la commune de Campagne.....	10
1.3.2 L'objectif de l'élaboration du PLU .....	10
1.4 Le projet de PLU de la commune de Campagne .....	11
1.4.1 Un PLU : présentation .....	11
1.4.2 Les dispositions supra-communales, les servitudes, la cartographie des risques naturels et les contraintes qui s'imposent au projet de PLU de la commune de Campagne .....	12
1.4.3 Les dates relatives à l'élaboration du projet de PLU de la commune de Campagne.....	17
1.4.4 La concertation autour du projet de PLU et l'arrêt du projet de PLU .....	19
1.4.5 Le projet de PLU arrêté : PADD, OAP, zonage, disponibilités foncières et particularités .....	20
1.5 La prise en compte l'environnement et des personnes dans les dispositions du projet de PLU de la commune de Campagne .....	25
1.5.1 Les dispositions du projet de PLU quant à la protection de l'environnement.....	25
1.5.2 Les boisements ne faisant pas l'objet d'une protection.....	30
1.5.3 La décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE).....	31
<b>2. L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE .....</b>	<b>31</b>
2.1 Le cadre juridique de l'enquête publique .....	31

2.2 La composition du dossier d'enquête.....	32
2.2.1 Les pièces soumises au public .....	32
2.2.2 L'appréciation de la commissaire enquêtrice sur le dossier d'enquête .....	33
2.3 L'organisation de l'enquête publique.....	34
2.4 Le déroulement de l'enquête publique .....	36
2.4.1 Les préalables .....	36
2.4.2 Les contacts en cours d'enquête .....	36
2.4.3 Le déroulement de l'enquête publique .....	37
2.4.4 Le bilan de la participation du public .....	37
2.5 Le procès verbal de synthèse.....	37
 <b>3. L'AVIS DES SERVICES ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES - LES OBSERVATIONS DU PUBLIC AU COURS DE L'ENQUETE .....</b>	 <b>38</b>
3.1 Les Personnes Publiques Associées consultées.....	38
3.2 L'avis des Personnes Publiques Associées l'ayant donné.....	42
3.3 L'avis du public et l'analyse des observations déposées.....	51
 <b>ANNEXES .....</b>	 <b>52</b>
<b>ANNEXE I : PLAN DU TERRITOIRE DE CAMPAGNE ET ZONAGE .....</b>	<b>53</b>
<b>ANNEXE II : PLAN DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE ET PROJET D'URBANISATION ....</b>	<b>54</b>
<b>ANNEXE III : L'ALEA RUISSELLEMENT POUR LE VILLAGE DE CAMPAGNE.....</b>	<b>55</b>
<b>ANNEXE IV : L'ALEA REMONTEE DE NAPPE POUR LE VILLAGE DE CAMPAGNE .....</b>	<b>56</b>
<b>ANNEXE V : LE PLAN DE ZONAGE DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE .....</b>	<b>57</b>
<b>ANNEXE VI : L'ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE .....</b>	<b>58</b>
<b>ANNEXE VII : PROCES VERBAL DE SYNTHESE .....</b>	<b>62</b>
<b>ANNEXE VIII : LISTE DES SERVICES ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES CONSULTES.....</b>	<b>72</b>

**RAPPORT D'ENQUÊTE**

**DE LA COMMISSAIRE ENQUETRICE**

## **1. CADRE GENERAL DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **1.1 L'objet de l'enquête publique**

La présente enquête publique a pour objet le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Campagne (60640), arrêté par délibération du Conseil Municipal le 06 février 2019.

### **1.2 Présentation de la commune de Campagne : le contexte du projet présenté à partir du rapport de présentation, des questions et des recherches de la commissaire enquêteur**

#### **1.2.1 Le village**

La commune de Campagne (60640) est située dans le département de l'Oise qui dépend de la Région des Hauts-de-France.

Son territoire s'étend sur une superficie de 460 hectares.

La commune de Campagne est membre de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais (CCPN), Etablissement Public de Coopération Intercommunale qui regroupe 42 communes pour 33 336 habitants (INSEE 2015).

#### **Remarque de la commissaire enquêteur :**

La commissaire enquêteur a pris note de la rectification apportée par la Direction Départementale du Territoire quant à l'année relative à ces statistiques INSEE : *donnée INSEE de 2015, et non de 2017* ainsi qu'indiqué dans le diagnostic du projet de PLU.

La commune de Campagne elle-même compte 170 habitants (INSEE 2015).

A l'échelle de la CCPN, Campagne est répertoriée au niveau du Bassin de Vie « Centre-Ouest ».

Le village est bordé par cinq autres communes (Frétoy-le-Château, Catigny et Bussy qui participent également de l'intercommunalité de la CCPN ; Ecuville et Beaulieu-les-Fontaine qui participent en revanche de la Communauté de Commune du Pays des Sources).

La commune de Campagne s'inscrit dans un paysage de plaines cultivées avec des poches herbagères. Trois massifs boisés installés sur des lignes de crêtes délimitent le territoire, dont deux à l'est (Bois des Viviers et Bois du Chapitre) et un à l'ouest (Bois du Quesnoy)<sup>1</sup>.

Le village lui-même, à la forme plutôt compacte et linéaire (configuration « village-rue »), épouse la trajectoire du fond du vallon. Il est accompagné par des petits boisements, des bosquets et des alignements d'arbres.

<sup>1</sup> Voir « Le plan du territoire de la commune de Campagne et son zonage », en Annexe I

Le point le plus haut du territoire communal culmine à 91 m. La cote NGF la plus basse s'établit à 56 m.

Le long de l'axe de la RD103, à l'entrée est de la commune, se dessine une vue emblématique, avec, au sortir d'un petit bois, en point de fuite, le clocher encadré par du bâti ancien en brique et implanté à la lisière village.

**Remarque de la commissaire enquêtrice :**

Cette vue sera préservée à travers une disposition des OAP reprise dans le règlement.

### 1.2.2 Le Canal du Nord

Traversant le territoire communal et longeant le village par l'ouest, on trouve le Canal du Nord et son écluse.

Par son réseau collecteur, la commune dirige une grande partie des eaux de ruissellement (celles de son territoire et celles de la commune de Frétoy-le-Château qu'elle recueille de par la topographie) vers le Canal du Nord qui en est le réceptacle.

L'utilisation du Canal du Nord à cet usage a fait l'objet d'une Convention d'Occupation Temporaire avec les Voies Navigables de France.

La réalisation du canal à grand gabarit Seine-Nord-Europe, déclarée d'utilité publique (DUP), concerne le territoire communal : le nouveau canal s'y positionnerait à distance ouest et parallèlement au Canal du Nord, juste en contrebas du bois du Quesnoy. Le devenir et l'usage actuel du Canal du Nord est de ce fait en question.

**Remarque de la commissaire enquêtrice :**

L'emprise du canal grand gabarit Seine-Nord-Europe et des aménagements qui vont l'accompagner font l'objet de plusieurs dispositions dans le règlement du projet de PLU. Ces dispositions se traduisent notamment par l'autorisation d'implanter des *installations temporaires nécessaires à la conduite du chantier sur toute* la zone agricole (zone A) et par la création en zone A d'une zone spécifique dite « Ax » dédiée à *la réalisation de voies navigables ainsi que des affouillements et exhaussements du sol (avec) les ouvrages, installations et aménagements nécessaires au fonctionnement du service public fluvial.*

### 1.2.3 Les voies d'accès et de circulation

Des voies de circulation douce animent le terrain et offrent de jolies promenades : par Campagne passent un tronçon du GR 225 « Pays Tour du Noyonnais » sur la rive ouest du Canal du Nord ; ainsi que la Trans'Oise, piste cyclable qui longe le Canal du Nord sur sa rive est.

Plusieurs autres chemins parcourent le territoire : formant presque un tour de village ou s'éloignant vers un massif boisé.

La desserte routière de la commune est assurée par la RD 39 et la RD 76 (toutes deux de 5ème catégorie, soit : des routes assurant des liaisons de dessertes locales) et par la RD 103 (3ème/4ème catégorie, soit : des routes assurant des liaisons inter-cantoniales et desservant des pôles économiques d'importance moyenne / de faible importance).

L'urbanisation du village s'est faite le long de l'axe « rue du Chemin Blanc et rue de la Montagne »<sup>2</sup>. Aujourd'hui l'axe RD 39 – rue du Chemin Blanc sert d'axe de transit. Il se caractérise par une chaussée relativement large accompagnée de trottoirs. Aucune gêne engendrée par le stationnement n'est signalé.

Ce réseau viaire est complété par deux voies secondaires : la rue de la montagne et la rue du Buhat.

Une voie tertiaire formant une boucle dessert quelques habitations, rue de la Croix et rue de Plapoty.

L'échangeur autoroutier le plus proche se situe à Roye (A1, à environ 17 km).

Deux arrêts de car situés d'une part sur le parking de l'église et d'autre part sur la place Oscar Bourlon<sup>3</sup> desservent, pour le premier les circuits des Collégiens et Lycéens (Collège Constant Bourgeois de Guiscard, Lycées Jean Calvin et Charles de Bovelles à Noyon), et pour le second celui du RPI de Catigny-Campagne-Sermaize.

L'enseignement primaire (école maternelle et élémentaire) est assuré à Sermaize et est complété à Catigny par une seconde classe élémentaire.

[Précisions sur la scolarité des collégiens et des lycéens apportées par la Mairie de Campagne]

La commune n'est desservie par aucune ligne ferroviaire et les gares les plus proches se situent à Noyon, à Ham, à Nesle et à Roye, c'est-à-dire à une distance d'environ 10 à 17 kms.

Le village de Campagne s'affirme ainsi être « de pleine nature ».

#### 1.2.4 La population

En référence au recensement INSEE 2015 et de la population légale municipale de 170 habitants qu'il définit, le diagnostic du projet de PLU présente les chiffres suivants :

- les tranches d'âge 0-14 ans et 15-29 ans, représentent environ 43 % de la population ;
- la tranche d'âge 60 et plus, représentent environ 22,3 % de la population.

L'augmentation tendancielle du nombre d'habitants de Campagne de 1968 à 2015 correspond à un taux moyen de variation de + 1,8 % par an ; avec une forte croissance de + 3,5 % entre 1999 et 2015, dont un taux de 2,1 % de 2010 à 2015.

Le diagnostic relève également que l'évolution démographique de la commune de Campagne est à la fois portée par le solde migratoire et par solde naturel, tous deux nettement supérieurs à ceux du Pays Noyonnais.

---

<sup>2</sup> Pour les localisations des rues, voir « Le plan de la commune de Campagne et son projet d'urbanisation » en Annexe II

<sup>3</sup> Idem

	Dû au solde naturel (%)		Dû au solde migratoire (%)	
	Campagne	C.C.P.N.	Campagne	C.C.P.N.
<b>2010 à 2015</b>	2,1	0,5	1,4	- 0,5

A NOTER : le nombre moyen d'occupants par résidence principale s'élevait en 2015 à 2,66 habitants (2,48 habitants dans le département de l'Oise)

Ces données et répartitions démontrent un certain dynamisme démographique et une tendance au renouvellement générationnel.

*La commune souhaite préserver cette dynamique, et accueillir de jeunes ménages avec enfants.*

A NOTER de plus : en lien avec ces statistiques, le projet communal axe sa projection à l'horizon 2030 sur un gain de population d'environ 50 habitants supplémentaires, avec environ 2,55 habitants par logement.

### 1.2.7 Les professions

En 2015, près de 90 % des résidents actifs et ayant un emploi travaillaient en dehors de la commune.

L'enquête menée par le biais d'un questionnaire mis en place à l'occasion des études préliminaires à l'élaboration du PLU a permis d'identifier 3 sièges d'exploitation en fonction.

Parmi ceux-ci, 1 exploitation comporte à la fois une activité d'agriculture et une activité d'élevage de 83 bovins, 1 autre exploitation correspond à un élevage de 10 500 poules (classée).

La même enquête a permis de répertorier 7 autres exploitations agricoles ayant leur siège dans des communes limitrophes et qui travaillent des terres sises sur le territoire de Campagne (locations).

Le diagnostic du projet de PLU a également recensé deux activités artisanales dans le village : un coiffeur et un artisan maçon, et a noté la présence de quelques activités auto-entrepreneuriales connues disséminées dans le tissu communal.

Le village de Campagne s'affirme donc comme essentiellement résidentiel.

### 1.2.5 Le bâti

Plus de 30 logements ont été créés à Campagne depuis 1968.

En 2015, on recensait à Campagne 66 logements au total, dont 64 résidences principales et 2 logements vacants.

Sur les 64 résidences principales :

- 47 étaient occupées par des propriétaires (soit 74,2 %) ;
- 14 étaient occupées par des locataires (soit 22,6 %) ; dont 0 logement HLM ;
- 2 était occupées par des personnes logées à titre gratuit (soit 3,2 %).

L'augmentation du nombre de logements s'est effectuée naturellement et graduellement : par des constructions en extension ou par le comblement de dents creuses ou par une reconversion ou un aménagement de bâti.

Le rythme de construction sur la commune, étudié sur une période de 10 ans, a été d'environ 1,1 logement par an.

**Remarque de la commissaire enquêtrice :**

Avant le début de l'enquête, la commissaire enquêtrice s'est adressée par mail, le 30 septembre 2019 à Monsieur Le Maire de Campagne, afin d'indiquer une incohérence au niveau des données chiffrées correspondant aux logements répertoriés (annonce de 64 résidences principales et précisions sur l'occupation de ces logements n'en relevant que 63) Ce mail a été transféré par Monsieur Le Maire au Cabinet Urba Service pour instruction. Réponse apportée : « *les données ont été reprises telles quelles à partir des statistiques de l'INSEE* ».

A proximité de l'église, la trame bâtie présente une forte densité et se spécifie d'être principalement un bâti ancien. Au sud du village, la trame est un peu plus lâche et de style mixte (bâti ancien et pavillonnaire). Au nord, elle est beaucoup moins dense et à dominante pavillonnaire.

**Remarque de la commissaire enquêtrice :**

Cette typologie s'est traduite dans le projet de PLU par la distinction entre 2 zones urbaines : une zone UB (zone urbaine mixte à majorité de bâti ancien et mêlant bâti ancien et bâti pavillonnaire, comportant les exploitations agricoles) et une zone UD (zone urbaine dont le bâti est à dominante pavillonnaire).

### 1.2.6 Les services et équipements

Campagne ne compte aucun commerce de bouche sur place et s'établit donc à une quinzaine de kilomètres des différents pôles urbains les plus proches.

Il y passe la tournée de quelques commerçants : un boulanger tous les jours, un poissonnier et un camion de boucherie chevaline une fois par semaine, un camion de surgelés tous les mois. [Précisions apportées par la Mairie de Campagne]

La commune possède plusieurs équipements publics : la mairie, une salle des fêtes capable d'accueillir 80 personnes et une place publique pouvant servir de parking (place Oscar Bourlon).

Dans le village, aucun emplacement n'est matérialisé pour le stationnement des véhicules. Aucune place n'est réservée aux véhicules hybrides ou électriques.



La commune ne compte pas d'emplacement spécifique pour le stationnement des vélos.

L'église, qui est jouxtée par la mairie, trouve son origine au XII<sup>ème</sup> siècle.

Campagne ne compte pas de bureau de poste - ni d'école.

Sur ce dernier point : rappelons que la commune s'est inscrite dans un regroupement scolaire intercommunal l'associant aux communes de Catigny et de Sermaize.

La commune de Campagne est alimentée en eau potable par un réseau, dont la gestion relève de la compétence du SIVOM de Guiscard et qui regroupe 28 communes.

En référence au contrôle sanitaire réalisé en octobre 2018, l'eau destinée à la consommation humaine est de bonne qualité.

Concernant la défense incendie, quatre hydrants sont installés et régulièrement répartis sur la longueur du village. Ils sont reliés au réseau d'eau provenant du château d'eau de Fréniches. Actuellement le Canal du Nord y prend également sa part : un point d'eau a été aménagé afin que le camion de pompiers puisse remplir la citerne au bord du canal en cas d'incendie [Précision apportée par la Mairie de Campagne].

La commune a fait le choix de l'assainissement collectif des eaux usées, avec un raccordement à la station d'épuration située à proximité de la limite communale, sur le territoire de la commune de Catigny.

Au niveau de l'alimentation électrique : l'exploitant du réseau (SER – Société d'électricité Régionale des cantons de Lassigny et limitrophes) a transmis les informations suivantes (courrier de mars 2017) : « *La commune est desservie par 2 postes de distribution publique d'énergie électrique (poste de l'Ecluse n°16 et poste de l'Eglise). Concernant le poste Eglise, la puissance disponible est de 60 kVa. Pour le poste écluse, la puissance disponible est de 50 kVa. Des besoins supérieurs aux puissances précitées nécessiteront le remplacement des transformateurs.* »

Les capacités des postes de distribution en électricité sont donc limitées.

Les services techniques de la SER recommandent de les consulter en cas de nouvelles constructions.

Le village de Campagne n'est pas desservi par le réseau de gaz.

La compétence « ordures ménagères » a été transférée par la commune à la CCPN.

La commune est desservie par le réseau très haut débit par fibre optique.

La compétence « communications numériques » a été transférée par la commune à la Communauté de Communes du Pays Valois.

Au total, la commune de Campagne est reliée à 5 établissements de coopération intercommunale :

- le syndicat de regroupement scolaire de Catigny-Campagne-Sermaize ;
- le syndicat intercommunal force énergies (SEZEO / électricité) ;

- le syndicat intercommunal à vocation multiple de Guiscard (SIVOM / eau : traitement, adduction, distribution) ;
- le syndicat à vocation multiple des Fontaines (SIVOM / assainissement collectif) ;
- s'y ajoute : le syndicat Intercommunal d'Aménagement et d'Entretien des cours d'eau et fossés du bassin de la Verse.

### 1.2.7 La commune de Campagne au niveau environnemental

La commune n'est pas concernée par un site Natura 2000.

Le Schéma départemental des Espaces naturels Sensibles (ENS) a été approuvé par le Conseil Départemental de l'Oise le 18 décembre 2008 et indique que le territoire de Campagne n'est concerné par aucun ENS et par aucune zone de préemption à ce titre.

## **1.3 La justification de la procédure**

La commune de Campagne est compétente en matière d'élaboration de son PLU, cette compétence n'ayant pas été transférée à la CCPN par les communes que cette dernière regroupe.

### 1.3.1 L'historique des documents d'urbanisme de la commune de Campagne

Avant le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) aucun document de planification à visée locale n'avait été élaboré (ni POS ni Cartes Communales).

Pour le traitement des demandes d'autorisation de construire, la commune de Campagne était donc régie par le Règlement National d'Urbanisme.

### 1.3.2 L'objectif de l'élaboration du PLU

Document juridique, le PLU permet à la commune de fonder une politique d'aménagement en fixant *les dispositions réglementaires relatives à l'occupation et à l'utilisation des sols*.

Outil d'aménagement et de gestion de l'espace, il permet de planifier, maîtriser et ordonner le développement de l'urbanisation sur le territoire communal. Il traduit l'organisation du territoire et exprime les objectifs de la politique urbaine de la commune.

Les objectifs poursuivis par la commune de Campagne à travers l'élaboration de son PLU en projet sont de se constituer un document d'urbanisme de référence, tenant compte à la fois des caractéristiques de la commune, et des exigences environnementales, avec :

- la détermination de règles de construction à partir desquelles les permis de construire et les déclarations de travaux seront instruits ;
- l'institution de protections (milieu naturel, patrimoine bâti) ;
- l'équilibre entre le développement et la protection des espaces naturels dans un objectif de développement durable ;

- *le soutien de la diversité des fonctions urbaines et de la mixité sociale dans l'habitat ;*
- *l'utilisation économe de l'espace, la préservation des terrains dédiés à l'agriculture, de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, l'intégration des servitudes d'utilité publique et la prévention des risques naturels.*

**Note de la commissaire enquêtrice :**

Les entretiens avec Monsieur Le Maire de Campagne, Monsieur Jean-Luc LAVIGNE Maître d'ouvrage, ont permis d'indiquer à la commissaire enquêtrice que le soutien de l'aménité du site de la commune - aménité apportée par les boisements grands et petits, les alignements d'arbres, la diversité du bâti, la recherche d'une harmonie entre l'existant et le projeté, les protections instaurées, et la générosité des surfaces foncières d'habitat - participe en outre de la réflexion autour de l'instauration des dispositions de ce projet de PLU.

## **1.4 Le projet de PLU de la commune de Campagne**

### **1.4.1 Un PLU : présentation**

Le PLU est un instrument d'urbanisme issu de la loi de Solidarité et de Renouvellement Urbain (loi SRU) du 13 décembre 2000. La loi SRU se caractérise par un ensemble de mesures visant à favoriser le développement durable et à privilégier la mixité sociale. Elle impose que le PLU intègre un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui présente le projet communal.

Il est également référé à la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement. La loi Grenelle II impose de prendre en compte l'ensemble des aléas de risques naturels ou technologiques et de répondre de plusieurs politiques publiques, notamment en matière de limitation de l'étalement urbain et de consommation foncière, de préservation des ressources naturelles et des paysages.

Il doit de même répondre des dispositions de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014. La loi ALUR ajoute la suppression des plans d'occupation des sols à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et la suppression de la fixation de la superficie minimale des terrains à construire (fixation qui a été identifiée comme un frein à la densification). Elle vise ainsi à accroître l'effort de construction de logements - tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain.

Au total, le PLU vise à assurer les conditions d'une planification durable du territoire qu'il recouvre en prenant en compte les besoins de tous et les ressources du territoire tout en conjuguant les dimensions sociales, économiques et environnementales ainsi que les dispositions issues des documents supra-communaux.

Le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune. *Le Conseil Municipal prend les décisions marquantes (...), le Maire organise le travail et conduit les études.*

*L'élaboration d'un PLU peut être confié à un bureau d'études privé.*

**Note de la commissaire enquêtrice :**

L'élaboration du projet de PLU de Campagne a été confiée au Cabinet URBA SERVICES, situé à Beauvais.

Le PLU d'une commune prévoit une définition du territoire en quatre grands types de zonage selon la destination retenue pour chaque espace, soit :

- *zone urbaine (U) : zone déjà urbanisée et où les équipements publics ont une capacité suffisante pour desservir de nouvelles constructions ;*
- *zone à urbaniser (AU) : zone destinée à être ouverte à l'urbanisation et qui se subdivise en zone IAU constructible et proche des réseaux et en zone 2 AU pas encore constructible et distante des réseaux ;*
- *zone agricole (A) : zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique es terres agricoles ;*
- *zone naturelle (N) à protéger en raison de la qualité des sites, de l'existence d'une exploitation forestière ou de leur caractère d'espace naturel.*

Pour répondre de sa vocation, les pièces du PLU comporte donc un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), un règlement écrit et un règlement graphique.

Le PADD est un document politique qui exprime le projet de la collectivité locale à moyen et long terme. Il définit les orientations et les objectifs généraux d'urbanisme et d'aménagement retenus pour le développement du territoire couvert par le PLU.

En cohérence avec le PADD, les OAP portent des dispositions qui permettent de mettre en œuvre des actions ou des opérations déterminées dans certains secteurs.

*Les dispositions écrites et graphiques du PLU (son règlement) fixent en cohérence avec le PADD les règles générales et les servitudes d'utilisation du sol permettant d'atteindre les objectifs.*

*Le règlement du PLU est un document opposable aux tiers.*

*Le PLU est adaptable à l'évolution de la commune ; ses dispositions peuvent être modifiées ou révisée afin de prendre en compte les nouveaux objectifs municipaux.*

1.4.2 Les dispositions supra-communales, les servitudes, la cartographie des risques naturels et les contraintes qui s'imposent au projet de PLU de la commune de Campagne

La commune de Campagne est couverte par le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de la CCPN approuvé le 29 novembre 2011 et par le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2014-2020 de la CCPN approuvé le 17 septembre 2015.

Elle est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Artois-Picardie 2016-2021 approuvé le 23 novembre 2015 et effectif à partir de 01 janvier 2016, et par le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Haute-Somme approuvé par un arrêté du 15 juin 2017.

Des servitudes d'utilité publiques s'imposent également au PLU de Campagne.

Il s'agit : d'une servitude relative aux lignes électriques, d'une servitude relative aux alignements de voirie, d'une servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques et d'une servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques.

De plus, la commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) du Bassin Versant de la Verse.

Le PPRI du Bassin Versant de la Verse a été prescrit le 26 décembre 2012, a fait l'objet d'un arrêté modificatif le 15 avril 2015 ramenant à 26 le nombre de communes concernées, et a été approuvé par arrêté préfectoral le 01 septembre 2017.

*Le PPRI définit des zones d'interdiction et des zones de prescription ou constructibles sous réserve. Il peut imposer d'agir sur l'existant pour réduire la vulnérabilité des biens.*

Le PPRI vaut servitude d'utilité publique.

D'autres risques naturels concernant le territoire de la commune de Campagne sont à répertorier, qui doivent également déterminer les dispositions du PLU : les aléas « remontée de nappe », « coulée de boue », « retrait gonflement des argiles », « mouvement de terrain » et « cavité souterraine ».

Enfin : s'y ajoutent deux contraintes artificielles, liées d'une part au DUP du Canal Sine Nord-Europe et d'autre part aux périmètres sanitaires à appliquer aux élevages présents sur la commune.

#### 1.4.2.1 Les documents supra communaux de planification

- **Les implications du SCoT de la CCPN**

Le SCoT, document intercommunal de planification stratégique à long terme (environ 20 ans), détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, l'équilibre entre : le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, la sauvegarde du patrimoine bâti remarquables et la mixité sociale dans l'habitat.

Le SCoT de la CCPN s'impose au PLU de Campagne, dont les dispositions doivent être en compatibilité.

En particulier : ce SCoT attribue 587 logements à réaliser d'ici 2030 au Bassin de vie « Centre Ouest » au sein duquel s'inscrit la commune de Campagne ; sachant que pour les communes rurales, l'objectif est de tendre vers *13 logements à l'hectare sauf lorsqu'un assainissement non collectif ne le permet pas.*

Il est attendu que cet objectif se concrétise *non pas en cherchant systématiquement à diminuer la taille des parcelles ni par l'application homogène d'un nombre de logements par hectare, mais en appliquant des densités de bâti qui sont adaptées à la morphologie de l'espace urbain existant afin de ne pas créer des ruptures fonctionnelles et paysagères déqualifiantes ou s'opposant aux caractéristiques du tissu traditionnel.*

*(...) Il ne s'agit pas de combler tous les espaces libres (ni de) créer une densité qui serait en rupture avec la morphologie locale.*

A partir de ce cadre, il est demandé aux communes *d'analyser les capacités au sein de leur tissu urbain afin d'étendre l'urbanisation en priorité dans le cœur du bourg et/ou en continuité.*

Une *gestion durable des ressources paysagères* est également attendue : en valorisant les formes particulières des paysages locaux au travers de la protection de leurs spécificités et en travaillant sur la qualité des accès à ces paysages (cônes de vues, séquençement des scènes paysagères...) et sur les conditions d'intégration des zones urbanisées dans le grand paysage afin d'en harmoniser les rapports (silhouette urbaine...).

Enfin, dans un contexte où l'agriculture joue un rôle fondamental au plan de l'économie, des paysages et est constitutive de l'attractivité du Pays, le SCoT vise à limiter la consommation d'espace agricole au profit des développements urbains.

- **Les implications du PLH de la CCPN**

*Le PLH inclut l'ensemble de la politique locale de l'habitat : parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles. Il définit les objectifs de production de logement, de construction, de mixité sociale et de rénovation de l'habitat.*

Le PLH de la CCPN, également document stratégique intercommunal de programmation s'impose au PLU de Campagne dont les dispositions doivent être en compatibilité.

A propos des communes rurales définies par le périmètre du SCoT de la CCPN, l'objectif porté par le PLH qui s'y ajoute est de contenir le développement de ces dernières à l'intérieur de l'enveloppe urbaine existante.

- **Les implications du SDAGE du Bassin Artois-Picardie et du SAGE de la Haute-Somme**

**Le SDAGE** est un document de planification qui fixe, pour une période de six ans « *les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux* ».

De son côté, **le SAGE** « *fixe les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection à la fois qualitative et quantitative de la ressource en eau* », qui doivent être compatibles avec le SDAGE.

Au regard du fait que le SAGE de la Haute-Somme ne recense aucune zone à dominante humide sur le territoire communal de Campagne, les impacts du SDAGE du Bassin Artois-Picardie et du SAGE de la Haute-Somme pour Campagne se traduisent principalement au niveau de la gestion de l'eau potable, des eaux de ruissellement, et des eaux usées.

L'étude du tableau des dispositions du SDAGE DU BASSIN ARTOIS PICARDIE par la commissaire enquêtrice permet d'ajouter que ce dernier est notamment porteur des éléments suivants :

- *A14 - Poursuivre les efforts en matière d'économie d'eau dans (...) l'agriculture, (...). INDICATEUR : Prélèvements en eaux souterraines et eaux de surface*
- *C5 - Dans le cadre des SAGE, assurer l'entretien régulier des cours d'eau en privilégiant les méthodes douces, avec mise en place des structures intercommunales disposant de moyens humains et financiers suffisants pour maintenir en bon état les rivières. INDICATEUR : Entretien des cours d'eau*
- *E5 - Porter à connaissance des responsables locaux et de la population les documents relatifs aux risques, notamment à l'occasion de constructions nouvelles ou de cessions de propriétés.*

#### 1.4.2.2 Les servitudes présentées par le projet de PLU et qui s'imposent à la commune de Campagne

*Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété ; elles sont instituées par l'autorité publique pour un but d'utilité publique.*

La réglementation impose d'annexer ces servitudes au PLU.

La commune de Campagne est impactée par :

- une servitude relative aux lignes électriques

Des lignes électriques à très haute tension (THT) de forte puissance traversent le territoire communal dans sa partie nord. Le passage de ces lignes implique des servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'égagement et d'abattage d'arbres<sup>4</sup>.

- une servitude relative aux alignements de voirie

Le Conseil Départemental signale l'existence de deux plans d'alignement approuvés en date du 12 août 1868 et toujours applicables et opposables aux tiers (rue du Chemin Blanc et rue du Buhat)<sup>5</sup>. Ce plan doit être annexé au dossier de PLU pour demeurer opposable.

- une servitude relative aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques

Cette servitude concerne le nord-ouest du territoire, elle couvre le bois de Quesnoy et des terres cultivées au nord-ouest du territoire communal.

Elle impose les conditions nécessaires à la bonne transmission des ondes, et limite notamment la hauteur des constructions et des éventuels obstacles.

- une servitude relative aux communications téléphoniques et télégraphiques

Des câbles téléphoniques traversent le village Cette servitude oblige les propriétaires à réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante en cas de nécessité.

- enfin : le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) du Bassin versant de la Verse valant servitude d'utilité publique conformément à l'article L. 163-60 du Code de l'environnement, son règlement doit également être annexé aux documents d'urbanisme.

<sup>4</sup> Pour la localisation, voir « Le plan du territoire de la commune de Campagne et son zonage », en Annexe I

<sup>5</sup> Pour la localisation, voir « Le plan de la commune de Campagne et son projet d'urbanisation », en Annexe II

#### 1.4.2.3 Les risques naturels répertoriés sur le territoire de la commune de Campagne

L'analyse des risques est devenue un enjeu majeur pour tous les territoires afin de garantir une meilleure gestion et un développement durable de ces derniers, notamment sur le plan de la sécurité des biens et des personnes.

- **Le PPRI du Bassin Versant de la Verse :**

Ce PPRI concerne le risque inondation par débordement de la Verse et le risque ruissellement, tant en zone urbaine qu'en zone naturelle.

L'atlas du zonage réglementaire pour le territoire de la commune de Campagne indique des zones impactées par des **aléas de ruissellement forts à moyens pour le village**<sup>6</sup>. Avec : en zone urbanisée, des « couloirs » de ruissellement des eaux pluviales de niveau « fort » (zone rouge tramé du PPRI) présents le long des axes de circulation ou en fond de parcelle - un aléa « moyen » de ruissellement (zone bleu tramé du PPRI), qui recouvre environ la moitié du village - des zones de débordement « fort » et « faible » à proximité du canal du Nord et en fond de parcelle – et un aléa « faible » à « moyen » de ruissellement (zone vert clair tramé du PPRI et zone vert tramé du PPRI) est relevé sur une large bande de la zone naturelle du territoire.

L'étude de l'aléa Ruissellement du PPRI du Bassin Versant de la Verse par la commissaire enquêtrice permet d'amener ici les éléments historiques suivants (in : Annexe de la note de présentation du PPR du bassin versant de la Verse - mise à jour le 17.10.17) :

- la commune de Campagne a fait l'objet d'un Arrêté de catastrophe naturelle en 1999 (Arrêté du 29 décembre 1999 publié au journal officiel du 30 décembre 1999 - Annexe « Inondation et coulée de boues, mouvements de terrain ») ;
- une inondation par ruissellement de la rue du Chemin Blanc a été relevée en 2014, *avec un écoulement vers le nord-est depuis le croisement de la rue avec le chemin. (...). Compte tenu de ces éléments, la carte d'aléa et donc du zonage réglementaire sont modifiés (...) et la zone d'emprise inondable en contrebas du village » (« zone en cuvette au bord du canal ») a été légèrement étendue (...).*

D'autre part, l'analyse du Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement concernant la largeur des zones de ruissellement des axes d'écoulement et la constructibilité, permet de préciser que *les axes ne réglementent que la partie touchée de la parcelle et pas l'ensemble de la parcelle. Ainsi, le fait que les axes de ruissellement touchent le début des parcelles ne remet pas en cause leur constructibilité sur le reste de la parcelle.* (...) « *Les axes permettent (...) pour les parcelles touchées par l'axe et non zonées par ailleurs, d'inciter à construire en retrait de l'axe sans placer d'entrée de cave ou sous-sols. Par ailleurs, quand un axe d'écoulement lié au ruissellement est identifié sur une rue, il constitue un risque pour les parcelles habitées voisines même si elles ne sont pas dans une zone inondée ou si elles sont surélevées. Ainsi, pendant un événement l'axe d'écoulement gêne ou empêche l'accès aux propriétés et génère un sur-risque pour les habitants qui souhaitent entrer ou sortir de leur propriété. Il y a donc nécessité et intérêt à afficher ce risque et de la porter à la connaissance des propriétaires*

<sup>6</sup> Voir « L'aléa ruissellement pour le village de Campagne », en Annexe III



*des parcelles jouxtant un axe d'écoulement* (in : Retour de la consultation officielle du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour le PPRI VERSE).

A NOTER (Diagnostic du projet de PLU) : 3 dents creuses situées Rue du Chemin Blanc d'une part (avec les parcelles n° 32 et 38) et Rue de la Montagne d'autre part (avec la parcelle n° 20), répertoriées au projet de PLU comme porteuses d'un potentiel d'urbanisation, sont contraintes par le PPRI. Pour la parcelle n° 32, la façade est concernée par une zone de ruissellement fort. Pour la parcelle n° 38, le fond de parcelle est concerné par une zone de ruissellement moyen. Et la parcelle n° 20 est traversée par une zone de ruissellement fort.

- **Les autres risques répertoriés sur le territoire de la commune de Campagne :**

**Au niveau du village lui-même :**

Du fait de l'implantation du village en fond de vallon, une grande partie de celui-ci est concernée par un aléa fort de « remontée de nappe »<sup>7</sup>.

Un aléa faible « coulée de boue » couvre le village. Un aléa nul à moyen « coulée de boue » couvre la totalité du territoire communal.

A ce jour, aucun sinistre n'a été signalé.

**En zone naturelle :**

En zone naturelle, un aléa fort de « retrait-gonflement des argiles » concerne une grande partie des extrémités est et ouest du territoire de Campagne, c'est-à-dire à la hauteur du bois de Quesnoy et entre le village et le bois du Chapitre. Le village lui-même n'est pas concerné.

Mouvements de terrain : l'aléa existant est faible et le village lui-même n'est pas concerné.

Au niveau du vallon principal (canal du Nord), un aléa faible « cavités souterraines » est recensé.

#### 1.4.2.4 Les contraintes artificielles à prendre en compte

2 contraintes particulières sont à recenser, qui doivent se traduire dans les dispositions du projet de PLU de la commune :

- la réalisation du Canal Nord Seine Europe implique une compatibilité du document d'urbanisme avec les dispositions de ce projet qui a fait l'objet d'une DUP ;
- au titre du Règlement Sanitaire Départemental, l'élevage de bovins situé rue du Chemin Blanc serait concerné par un périmètre sanitaire de 50 m et celui implanté au chemin du Pré de Bézu (poulets) par un périmètre de 100 m.

#### 1.4.3 Les dates relatives à l'élaboration du projet de PLU de la commune de Campagne

<sup>7</sup> Voir « L'aléa remontée de nappe pour le village de Campagne », en Annexe IV

**Prescription de l'établissement du PLU**

Par délibération du Conseil municipal de Campagne le 14 juin 2012

Les réunions de travail avec le Cabinet URBA SERVICES ont commencé  
en septembre 2016

**Diagnostic. Définition du PADD**

Débat sur le PADD en Conseil Municipal  
le 11 janvier 2018

**Traduction du projet (zonage, règlement, OAP)**

**Concertation avec le public**

Concertation sous trois formes du 11 janvier 2018 au 06 février 2019

**Bilan de la concertation**

Délibération du Conseil Municipal tirant le bilan de la concertation avec le public  
le 06 février 2019

**Arrêt du projet de PLU**

Délibération du Conseil Municipal arrêtant le projet de PLU  
le 06 février 2019

**Transmission du projet de PLU arrêté aux Personnes Publiques Associées, aux communes limitrophes, et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunales**

La commune de Campagne indique avoir transmis le dossier le 13 mars 2019

**Remarque de la commissaire enquêteur :**

Le projet du canal Seine-Nord Europe comporte des incidences notables sur le village de Campagne et pour ses habitants : impacts sur le milieu naturel, sur le périmètre des terres cultivées et cultivables, sur l'organisation de l'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement, sur la ressource en eau (incendie), sur le paysage et sur l'agrément lié aux chemins de promenade qui longent actuellement le canal du Nord sur ses deux côtés.

Au cours de la démarche d'élaboration de son projet de PLU, la Mairie de Campagne s'est tournée plusieurs fois vers la Société du canal Seine Nord Europe (SCSNE) afin d'affiner l'établissement de ses dispositions :

- la SCSNE a ainsi été destinataire du compte-rendu des réunions de travail du 13.12.2017, du 31.01.2018, du 05.03.2018, du 13.06.2018 et du 16.10.2018. ;

- la SCSNE a également été conviée aux réunions de travail du 31.01.2018 et du 05.03.2018 ;
- la SCSNE a enfin été consultée à titre de Personne Qualifiée par l'envoi du projet de PLU (qui reprend les limites affichées au dossier de Déclaration d'Utilité Publique du projet du Canal Seine – Nord Europe et de ses aménagements annexes) le 15.03.2019.

Monsieur Le Maire de Campagne précise qu'aucune de ces démarches n'a reçu de réponse.

#### 1.4.4 La concertation autour du projet de PLU et l'arrêt du projet de PLU

L'objectif de la concertation est de permettre au public tout au long de l'élaboration du projet :

- d'avoir accès à l'information ;
- de partager le diagnostic du territoire ;
- d'être sensibilisé aux enjeux du territoire et à sa mise en valeur ;
- d'alimenter la réflexion et d'enrichir le projet ;
- de s'approprier au mieux le projet.

Les modalités de concertation autour du projet de PLU ont été les suivantes à Campagne :

- ✓ une réunion de concertation a été organisée par la Mairie le 11 janvier 2018 ;
- ✓ une réunion publique s'est tenue à la Salle des Fêtes avec la participation du cabinet Urba-service le 04 avril 2018 ;
- ✓ un registre de concertation et des documents d'étude ont été mis à disposition du public, en Mairie, aux heures d'ouverture, du 1<sup>er</sup> février 2018 au 6 février 2019.

Par ailleurs, une note d'information sur l'élaboration du PLU est parue dans 4 bulletins municipaux : bulletins de juillet et décembre 2017, de juillet 2018 et de janvier 2019.

Au cours de la période de concertation, deux personnes ont émis une observation : l'une transcrite directement sur le registre et l'autre (un courrier) annexée au registre :

- Mme CHEVALLIER Fanie, propriétaire des parcelles ZB 130 et ZD 18, a présenté à la commune la demande suivante (demande non datée) :

Mme CHEVALLIER a demandé que ces parcelles « *figurent dans la zone urbaine pour ses futurs enfants et/ou projets (habitations, extensions d'élevage ou autre).* »

- M. LEVERS Bernard, propriétaire de la parcelle ZB 95 (terrain sis rue du Chemin Blanc), a présenté par courrier à la commune les deux demandes suivantes (courrier du 24 octobre 2018) :

M. LEVERS a indiqué qu'il « *souhaiterait voir ce terrain ajouté à la liste des terrains constructibles de la commune comme cela avait été décidé lors de la réunion du 02 mai 1987 du conseil municipal de Campagne.* ». Il a rappelé à ce propos que « *sur la suggestion de l'ancien Maire* », il a « *demandé et payé le raccordement au réseau d'assainissement* » de cette parcelle en prévision de sa vente en tant que terrain à construire.

En outre, afin éviter d'éventuels « *conflits avec les propriétaires à venir* », Monsieur LEVERS a demandé la régularisation d'une servitude qu'il avait acceptée, c'est-à-dire : la présence sur ce terrain d'un pylône de moyenne tension dont la conservation avait été jugée utile à l'amélioration de l'éclairage public du « *chemin des écoliers des enfants des éclusiers* ».

A l'issue de la délibération du 6 février 2019, le Conseil Municipal, a tiré le bilan de la concertation, puis a arrêté le projet de PLU.

#### 1.4.5 Le projet de PLU arrêté : PADD, OAP, zonage, disponibilités foncières et particularités

##### 1.4.5.1 Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Le PADD de la commune de Campagne présente au total 20 orientations classées selon 6 catégories.

Ces catégories et orientations sont les suivantes :

- Contexte territorial :

1. ***Assurer un développement compatible avec les 5 orientations du SCoT du Pays Noyonnais.***

- Paysage et patrimoine naturel :

2. ***Préserver le cône de vue sur l'église, depuis l'entrée Est du village ;***
3. ***Veiller à une bonne intégration paysagère du projet Canal Seine-Nord Europe.***

- Morphologie urbaine et cadre de vie :

4. ***Garantir une certaine continuité dans la trame urbaine au niveau de la section nord de la rue du Chemin Blanc.***

*Ceci de manière à favoriser une bonne greffe de cette trame en mutation avec le restant du village (par le biais d'un traitement homogène des bas-côtés de la chaussée : mise en place d'un alignement d'arbres, aménagement de trottoirs, etc.).*

5. ***Adapter les règles du PLU en fonction des différentes ambiances urbaines ressenties*** (implantation en retrait pour les nouvelles constructions sur la section nord de la rue du Chemin Blanc, etc.).

*En effet, dans le village de Campagne on relève deux séquences bâties, correspondant pour l'une à la partie ancienne du village où la trame bâtie est en majorité ancienne (zone UB / habitat, quelques activités agricoles et artisanales, équipements publics), correspondant pour l'autre à une zone à dominante pavillonnaire située au nord du village (zone UD).*

*A ce jour, la densité de la zone UD est inférieure à celle de la zone UB.*

6. ***Assurer le maintien des équipements publics communaux, voire d'envisager leur extension éventuelle (salle des fêtes).***

- Dynamique communale, développement économique, touristique et loisirs :

7. ***Assurer la pérennité de l'économie agricole sur le territoire.***

8. **Projeter une valorisation touristique du Canal du Nord** (par le maintien des voies de circulations douces qui le bordent, par une réflexion sur les potentielles activités récréatives sur le canal du Nord, etc.).

9. **Veiller à la qualité de desserte du territoire communal** (le réseau viaire existant garantit une bonne desserte du territoire communal et permet de diversifier les modalités de déplacement) ;

10. **Prévoir une croissance démographique comparable à celle observée lors de ces vingt dernières années.**

*Tendanciellement, le nombre d'habitants est en augmentation, avec un taux moyen de variation de + 1,9 par an, et les tranches d'âge 0 – 14 ans et 15 – 29 ans représentent 43 % de la population communale.*

*La commune souhaite préserver cette dynamique et accueillir de jeunes ménages avec enfants.*

*L'objectif démographique de la commune est d'augmenter sa population d'une cinquantaine de nouveaux habitants d'ici 2030, ce qui implique la réalisation d'environ 24 logements (2,55 occupants par logement d'ici 2030).*

*Les terrains mobilisés sont situés à l'intérieur de l'enveloppe agglomérée du village, avec une prévision surtout en zone UD desservie par des réseaux et correspondant à des dents creuses.*

*S'y ajoutera une zone AU, ce qui permettra d'atteindre l'objectif de croissance démographique.*

• Planification urbaine :

11. **Ne pas compromettre le comblement des dents creuses, dans l'optique de donner la priorité à la densification par rapport à l'extension urbaine.**

12. **Interdire les implantations en « double rideau »** qui peuvent entraîner une saturation des réseaux et dénaturer la trame bâtie au nord du village.

13. **Prévoir un développement urbain à l'intérieur de l'enveloppe urbaine** (compléter la trame bâtie au nord du village et au niveau de l'intersection entre la RD 39 et la rue de la Montagne/ rue du Platopy).

14. **Consommation nulle d'espaces naturels ou agricoles en dehors de l'enveloppe urbaine du village.**

• « Réseaux d'énergie et sensibilités » :

15. **Prendre en considération la gestion des eaux pluviales en respectant les indications du PPRI de la Verse, en s'assurant que le canal du Nord demeure l'exutoire principal des eaux de ruissellement du territoire communal, et en envisageant la réalisation d'une étude spécifique.**

16. **Optimiser la gestion en ressource en eau des activités agricoles, en prévoyant l'aménagement d'un bassin de rétention au niveau du Canal du Nord.**

17. **Tenir compte de la présence d'élevage dans l'espace aggloméré.**

18. **Envisager un renforcement du réseau électrique.**

19. **Ne pas compromettre l'amélioration des communications numériques.**

**Remarque de la commissaire enquêtrice :**

La commissaire enquêtrice relève que la commune de Campagne désire fortement conserver l'actuel canal : en proposant de le conserver en tant qu'exutoire principal des eaux de ruissellement du territoire communal, de le valoriser au niveau touristique, et d'optimiser la

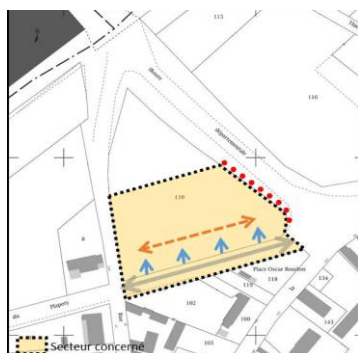
gestion de la ressource en eau des activités agricoles du territoire par l'aménagement à ce niveau d'un bassin de rétention.

A ce propos, la commissaire enquêteur relève que le Document d'Orientation Générale du SCoT de la CCPN indique : *lorsque le canal Seine Nord Europe sera entré totalement en fonction, les sections non utilisées du canal du Nord perdront leur fonction de voie de transport de marchandises. Dès maintenant toutes les possibilités de reconversion doivent être réfléchies.*

#### 1.4.5.2 Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

3 OAP sectorielles<sup>8</sup> sont arrêtées dans le PLU. Elles correspondent à un secteur situé rue Plapoty (zone 1AUh), un secteur situé rue de la Montagne (zone UB) et un secteur situé rue du Buhat (zone UB).

Les prescriptions spécifiques :



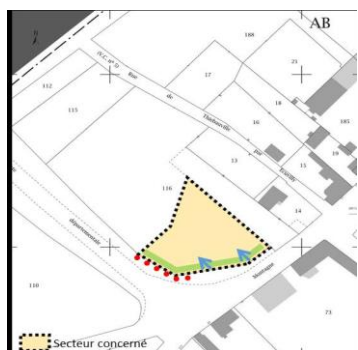
*Rue de Plapoty – zone 1AUh : le secteur intéresse une partie de la parcelle n° 110. Superficie : 0,48 ha<sup>9</sup> – Projection d'environ 4 logements*

● ● ● Accès interdit (sécurité)

↑ Retrait des constructions par rapport à l'alignement : 10 m

→ Traitement qualitatif des abords de la voie (plantation d'arbres le long de la façade et aménagement d'un trottoir) - Notion d'insertion

← - - - - - → Sens du faîtage



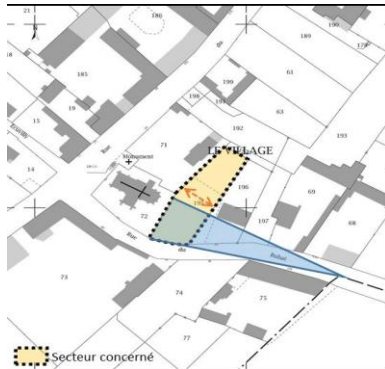
*Rue de la Montagne – zone UB : le secteur intéresse une partie de la parcelle n° 116. Superficie : 0,19 ha – Projection d'environ 1 à 2 logements*

**Prescription complémentaire par rapport à l'OAP de la rue de Plapoty :**

— Principe de clôtures végétales- Notion de continuité avec l'environnement du secteur

<sup>8</sup> Voir Annexe II : « Le plan de la commune de Campagne et son projet d'urbanisation »

<sup>9</sup> La surface de la zone « 1AUh » est à mettre en concordance - et à définir exactement dans les trois occurrences où elle apparaît, soit : dans les OAP page 99 du rapport de présentation, et pages 92 et 102 de ce même rapport.



*Rue du Buhat – zone UB : le secteur intéresse la parcelle n° 195.*

*Superficie : 0,1 ha*

**Prescriptions particulières à cette OAP :**

- *cône de vue inconstructible (protection de la vue sur le cône emblématique de la vue sur le clocher de l'église)*
- *Maximum de hauteur de 2 m pour les plantations et clôtures*

← - - - → *Sens du faîtage*

### 1.4.5.3 Les règlements du PLU

Le zonage retenu par la municipalité dans le Plan Local d'Urbanisme repose sur des critères relatifs à la forme urbaine, à la configuration des réseaux et à la capacité des équipements publics.

Le territoire communal se divise ainsi en quatre catégories de zones<sup>10</sup> :

- des zones urbaines (indicatif U), dont une zone UB (zone correspondant au village d'origine, essentiellement porteuse de bâti ancien, mêlant bâti ancien et bâti pavillonnaire et comportant de l'habitat, quelques activités agricoles et artisanales, les équipements publics) et une zone UD (zone majoritairement pavillonnaire) ;
- une zone à urbaniser (indicatif AU). Il s'agit de la zone 1AUh ;
- des zones protégées au titre de la valeur agricole : zone A (dont une zone Ax) ;
- des zones protégées au titre de la qualité du site, des milieux naturels ou des paysages : zone N.

Dans la mesure où le projet communal axe sa projection à l'horizon 2030 sur un gain de population d'environ 50 habitants, avec environ 2,55 occupants par logement (scénario reposant sur la détermination d'un taux annuel de croissance issu du développement observé sur la commune de 2010 à 2015), le projet de PLU conclut sur le besoin *de 24 logements*.

Pour répondre de ce besoin, et pour ce qui concerne les disponibilités foncières assimilables à des dents creuses au sein de la trame urbaine déjà constituée, *la capacité d'accueil des dents creuses* répertoriées *à été estimée à environ 6 constructions* (compte tenu d'une rétention foncière de 30 %).

D'autre part, le projet a choisi de limiter son *développement urbain à l'intérieur de l'enveloppe urbaine* dans l'objectif d'une *consommation nulle d'espaces naturels ou agricoles en dehors de l'enveloppe urbaine*. La projection complète du développement

<sup>10</sup> Voir « Le plan de zonage de la commune de Campagne selon le projet de PLU », en Annexe V

de l'urbanisation a donc été volontairement contenue au niveau du périmètre des derniers terrains construits a chaque entrée du village.

Ont été identifiés à ces entrées :

- deux ilots à proximité de la place Oscar Bourlon :
  - il s'agit de terrains agricoles, l'un desservi par les réseaux et l'autre partiellement desservi car n'ayant accès qu'à l'assainissement collectif ;
  - l'ilot situé rue de Plapoty représente la zone 1AUh
  - le potentiel global de ce secteur a été *évalué à environ 6 constructions* ;
  - tous deux correspondent à deux des trois OAP sectorielles.
- en zone UD (desservie par les réseaux) :
  - une partie non bâtie de la rue Chemin Blanc, située au nord du village, *bordée de part et d'autre de terres agricoles et dont le potentiel constructible a été évalué à environ 7 constructions* ;
  - *et une rive agricole d'environ 100 m de façade faisant face à des terrains récemment bâtis dont il a été estimé qu'elle pourrait accueillir 5 constructions.*

Le projet de PLU fait valoir que l'empiètement sur l'espace cultivé ou en prairie demeure en espace aggloméré, et que les choix effectués *consolident* en outre *la silhouette du village*.

Les règlements du projet de PLU font également apparaître les particularités suivantes :

- un secteur Ax reprenant les limites affichées au dossier de Déclaration d'Utilité Publique du projet du Canal Seine – Nord Europe et ses aménagements annexes ;
- en zone A, l'autorisation des installations temporaires nécessaires à la conduite du chantier du nouveau canal ;
- en zone U, des tronçons de voie sur lesquels tout nouvel accès est interdit ;
- en zone UD, une marge de recul inconstructible de 1 m de part et d'autre de la canalisation d'évacuation des eaux pluviales (en terrain privé)<sup>11</sup> ;
- un emplacement réservé au niveau de la salle des fêtes, pour l'aménagement de ses abords. *Cet emplacement intéresse le seul terrain libre de construction jouxtant celui supportant la salle des fêtes* ;
- des boisements à protéger ;
- des haies et des alignements d'arbres à protéger.

Au total, selon le diagnostic du projet de PLU, le projet d'urbanisation de la commune de Campagne est consommateur de 1,98 ha de terres cultivées déclarées à la PAC, dont 0ha 48a 64 pour la zone 1AUh<sup>12</sup>.

Au niveau du territoire, les zones UB et UD couvrent au PLU 17ha 67a 76 au total. La zone A présente une situation au PLU de 368 ha 09a 72, dont 83ha 26a 65 pour la zone Ax. La zone N présente une situation de 73ha 73a 88. Pour les Espaces Bois Classés, la situation au PLU est de 76ha 48a 48.

<sup>11</sup> Voir « Le plan de la commune de Campagne et son projet d'urbanisation », en Annexe II

<sup>12</sup> Rappel : la surface de la zone « 1AUh » est à mettre en concordance dans les différentes pages où il en est question - et à définir exactement.



## **1.5 La prise en compte l'environnement et des personnes dans les dispositions du projet de PLU de la commune de Campagne**

### **1.5.1 Les dispositions du projet de PLU quant à la protection de l'environnement**

Sont relevées ci-dessous les dispositions du projet de PLU relatives à la protection de l'environnement.

A NOTER : le rapport de présentation indique que *la délimitation de la zone urbaine au niveau des terrains bordés par le canal à proximité du pont s'appuie sur le zonage du PPRI de la Verse*. Dans le règlement écrit, l'item « *Mixité sociale* » est annoncé comme étant *sans objet* pour toutes les zones du territoire.

- **Disposition relatives à l'intérêt paysager et à l'écologie en zones U et 1AUh**

En zone U sont protégés : le talus, avec présence d'arbres identifié le long de la rue Montagne en limite communale avec Catigny et un l'alignement d'arbres en limite parcellaire de la zone à urbaniser 1AUh, qui joue un rôle intéressant dans l'intégration paysagère du village et pour la qualité des lisières, soit également protégé au titre du même article.

- Pour les constructions le règlement écrit impose :
  - *l'affectation des propriétés à usage de dépôts de quelque nature que ce soit, dès lors qu'elle est incompatible avec (...) la sécurité (et) la salubrité (...) soit interdite en zone UB (qui compte plusieurs exploitations agricoles) ;*
  - *l'emprise au sol des nouvelles constructions à usage d'habitation et de leurs annexes ne dépasse pas 40 % de la surface du terrain en zone UB et 1AUh, et 30 % de la surface en zone UD (afin d'éviter une imperméabilisation excessive des terrains, et pour réduire les ruissellements) ;*
  - *en zone UB, une emprise au sol des constructions à usage d'activités (vocation agricole), ne dépassant pas 70 % de la surface totale du terrain, et sur un terrain déjà bâti, lorsque le pourcentage fixé ne permet pas d'obtenir une emprise de 150 m<sup>2</sup>, l'application d'un pourcentage permettant d'obtenir cette surface ;*
  - *en zone UB, s'agissant des bâtiments à vocation agricole, que la hauteur maximale des constructions soit fixée à 15 m, pour ne pas trop contraindre les activités agricoles qui peuvent nécessiter des bâtiments de grande hauteur ;*
  - *en zones UB et UD, pour les espaces non bâtis après implantation, que les surfaces imperméabilisées n'excèdent pas 50 % des espaces restés libres (afin d'éviter une imperméabilisation excessive des terrains, et pour réduire les ruissellements) ;*
  - *le traitement paysager des espaces restés libres après implantation des constructions ;*
  - *la gestion sur le terrain d'assiette de l'opération des eaux pluviales issues des constructions nouvelles (infiltration et/ou stockage), (...) sauf impossibilité technique (évitant ainsi une augmentation des quantités à traiter et des éventuelles charges polluantes rejetées dans le milieu) ;*

- s'agissant de l'assainissement des eaux usées, que le développement programmé s'effectue uniquement au niveau du village ;
- le raccordement *au réseau collectif d'assainissement, en respectant ses caractéristiques*, de *toute construction ou installation* ;
- que les clôtures végétales soient composées d'essences *locales* à intérêt écologique, telles *la charmille au feuillage marcescent, le noisetier, le mahonia, le groseillier à fleurs, le forsythia, le seringat, le cornouiller sanguin, le saule osier, le robinier, le hêtre, la viorne, le cytise, le chèvrefeuille ou le houx* ;
- la protection des boisements classés (qui interdit tout changement de vocation du sol et donc tout défrichement, et qui soumet à déclaration les coupes et les abattages).

- **Dispositions architecturales relatives à l'environnement en zones U et 1AUh**

- Pour les constructions le règlement écrit impose :

- la protection de la visibilité du clocher depuis l'entrée est du village : dans ce but *toute construction dans le cône de vue identifié est interdite* et la hauteur maximale des clôtures et des plantations *ne pourra excéder 2 m, comptés à partir du sol naturel* ;
- une adaptation des caractéristiques des nouvelles constructions ou des nouveaux aménagements au bâti existant pour les zones UB et UD, afin d'assurer la compatibilité de leur aspect *avec le caractère des lieux avoisinants* (inclinaison des toitures, hauteurs de faîtage, orientation des faîtages, alignement, matériaux utilisés, dimension de la construction, hauteur des clôtures) ; avec, en particulier, la *mise en place d'un alignement d'arbres* et un *aménagement de trottoirs au niveau de la section nord de la rue du Chemin Blanc*, ceci *de façon à favoriser une bonne greffe de cette trame en mutation avec le restant du village* ; avec en particulier également, en zone 1AUh, l'orientation d'une future construction à concevoir avec sa façade principale dirigée vers la voie de la même manière que la construction implantée sur le terrain voisin (afin d'harmoniser la trame bâtie) ;
- pour toute construction projetée à vocation agricole, qu'une attention soit apportée à *la qualité et à la nature des matériaux ainsi qu'au volume des bâtiments afin de garantir au maximum leur insertion dans le paysage et éviter tout impact visuel* ;
- l'aménagement des accès des nouvelles constructions *de telle façon* qu'ils ne gênent pas *la circulation publique (...)* ;
- que *les citernes et installations similaires* soient placées en des lieux non visibles de la voie publique ou masquées par un rideau de verdure, un mur, une palissade, etc. ;
- que le stationnement des véhicules soit assuré en dehors des voies et espaces publics, *c'est-à-dire sur le terrain d'assiette de l'opération* ;
- l'exigence d'au minimum (...) *2 places de stationnement* pour les constructions à usage d'habitation en zone UB, UD et 1AUh et l'installation d'un espace réservé au stationnement sécurisé des vélos pour toute habitation *neuve groupant au moins 2 logements* – avec, en zone UB, *1 place de stationnement par tranche entamée de 30 m2 de surface de*

*plancher ainsi qu'un espace sécurisé réservé aux vélos pour les bâtiments neufs à usage de bureaux ;*

- en zone UB, l'interdiction de *tout nouvel accès* automobile sur les sections de voie qui sont insuffisamment équipées et qui ne sont donc pas adaptées à desservir de futures constructions (sections de voie non desservies par l'ensemble des réseaux, non carrossées) ;
- en zone UD, l'application d'une marge de recul le long d'une canalisation d'eaux pluviales traversant une propriété privée afin de permettre l'entretien de cette canalisation : aucune construction ne pourra être implantée *à moins d'un mètre de part et d'autre de (cette) canalisation* (zone UD).

- **Dispositions relatives à la protection des personnes et des biens en zones U et 1AUh**

- Le règlement écrit impose :

- une conception des *accès* des nouvelles constructions (présentant) *les caractéristiques* nécessaires à la satisfaction des *exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile* ;
- une constructibilité suspendue à *l'accès direct du terrain à une voie ouverte à la circulation publique*.

- **Dispositions relatives à l'intérêt paysager et écologique en zone A**

En zone A, le classement concerne un bosquet situé le long de la RD 39 au nord du territoire communal.

- Pour les constructions le règlement écrit impose :

- une limitation des possibilités de construction à celles qui, *classées ou non*, sont *nécessaires à l'activité agricole*, aux habitations correspondant à un besoin de *présence proche de l'exploitant* vis-à-vis de l'exploitation concernée et à condition (...) *que l'habitation soit implantée à proximité de l'installation* - à celles qui correspondent aux *aménagements, ouvrages, constructions ou installations* qui *présentent un caractère d'intérêt général ou qui contribuent au fonctionnement ou à l'exercice de services destinés au public* (...) ;
- pour toute construction projetée à vocation agricole, qu'une attention soit apportée à *la qualité et à la nature des matériaux ainsi qu'au volume des bâtiments afin de garantir au maximum leur insertion dans le paysage et éviter tout impact visuel* ;
- l'interdiction pour les nouvelles constructions de s'établir à *moins de 10 mètres* des voies publiques, pour des raisons de sécurité et de qualité paysagère ;
- que *les espaces restés libres de toute construction fassent l'objet d'un traitement paysagé* et que *les constructions, les installations et les dépôts et les aires de stockage permanents soient dissimulés*. L'utilisation d'essences *locales* est recommandée, comme *la charmille au feuillage*

*marcescent, le noisetier, le mahonia, le groseillier à fleurs, le forsythia, le seringat, le cornouiller sanguin, le saule osier, le robinier, le hêtre, la viorne, le cytise, le chèvrefeuille ou le houx ;*

- *l'interdiction de l'affectation exclusive des propriétés à usage de dépôts lorsque ces derniers ne sont pas liés aux activités autorisées ;*
- *l'installation des citernes et installations similaires en des lieux non visibles de la voie publique ou masquées par un rideau de verdure, un mur, une palissade, etc. ;*
- *l'épuration des eaux usées par un dispositif de traitement individuel agréé ;*
- *la gestion sur le terrain d'assiette de l'opération des eaux pluviales issues des constructions nouvelles (infiltration et/ou stockage) ;*
- *l'application de la protection des boisements (qui interdit tout changement de vocation du sol et donc tout défrichement, et qui soumet à déclaration les coupes et les abattages) ;*
- *une limitation à la modification du nivellement du sol par affouillement ou exhaussement, seulement autorisée lorsqu'elle contribue à l'amélioration de l'aspect paysager, des espaces libres ou pour des raisons fonctionnelles.*

- **Dispositions architecturales relatives à l'environnement en zone A :**

- Pour les constructions le règlement écrit impose :

- une absence de réglementation quant aux emprises au sol des constructions ;
- une réglementation concernant les caractéristiques des constructions, très semblable à celle de la zone U ;
- l'aménagement des accès de telle façon qu'ils ne gênent pas la circulation publique (...)
- que le stationnement des véhicules soit assuré en dehors des voies et espaces publics, c'est-à-dire sur le terrain d'assiette de l'opération ;
- l'autorisation des installations temporaires nécessaires à la conduite du chantier du canal Seine Nord-Europe ;
- l'autorisation en zone Ax de la réalisation de voies navigables ainsi que des affouillements et exhaussements du sol, de l'installation des ouvrages, installations et aménagements nécessaires au fonctionnement du service public fluvial ;
- concernant les alignements d'arbres et l'activité agricole, l'autorisation de réaliser des trouées ponctuelles pour le passage d'engins agricoles, la réalisation (...) de sentes, fossés, voies, l'accès à une construction ou une installation.

- **Dispositions relatives à la protection des personnes et des biens en zone A**

- Le règlement écrit impose :

- une conception des accès des nouvelles constructions (présentant) les caractéristiques nécessaires à la satisfaction des exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile ;

- une constructibilité suspendue à l'*accès direct du terrain à une voie publique ou privée ouverte à la circulation, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins* ;
- l'interdiction pour les nouvelles constructions de s'établir à *moins de 10 mètres* des voies publiques.

- **Dispositions relatives à l'intérêt paysager et écologique en zone N**

Ont été classés en zone N les deux massifs boisés localisés aux extrémités ouest et sud-est du territoire communal : la plus grande partie du bois du Quesnoy et le bois du Chapitre.

- Pour les constructions le règlement écrit impose :
  - la limitation des constructions et installations à celles qui sont *nécessaires à l'exploitation forestière, et aux aménagements, ouvrages, constructions ou installations qui présentent un caractère d'intérêt général ou qui contribuent au fonctionnement ou à l'exercice de services destinés au public (...)* ;
  - *l'épuration des eaux usées par un dispositif de traitement individuel agréé, et la gestion des eaux pluviales sur le terrain d'assiette de l'opération* ;
  - la gestion *sur le terrain d'assiette de l'opération des eaux pluviales issues des constructions nouvelles (infiltration et/ou stockage)* ;
  - une limitation à la *modification du nivellement du sol par affouillement ou exhaussement*, seulement autorisée lorsqu'elle contribue à l'amélioration de l'aspect paysager, des espaces libres ou pour des raisons fonctionnelles relatives à la gestion des eaux pluviales ou à l'amélioration de l'équilibre hydraulique du cours d'eau ;
  - l'utilisation *des essences locales pour les haies arbustives* ainsi qu'il en est pour les zones U et A ;
  - la protection des boisements classés (qui interdit tout changement de vocation du sol et donc tout défrichement, et qui soumet à déclaration les coupes et les abattages).

- **Dispositions architecturales relatives à l'environnement en zone N**

- Pour les constructions le règlement écrit impose :
  - une absence de réglementation quant aux emprises au sol et à la hauteur des constructions puisque la constructibilité est quasi nulle (protection quasi-totale de la zone) ;
  - néanmoins une réglementation concernant les caractéristiques des constructions, très semblable à celle de la zone A ;
  - l'aménagement des accès *de telle façon* qu'ils ne gênent pas *la circulation publique (...)* ;
  - l'interdiction pour les nouvelles constructions de s'établir à *moins de 10 mètres des emprises publiques* ;
  - que le *stationnement des véhicules* soit assuré en dehors des voies et espaces publics, c'est-à-dire sur le terrain d'assiette de l'opération.

- **Dispositions relatives à la protection des personnes et des biens en zone N**

- Le règlement écrit impose :

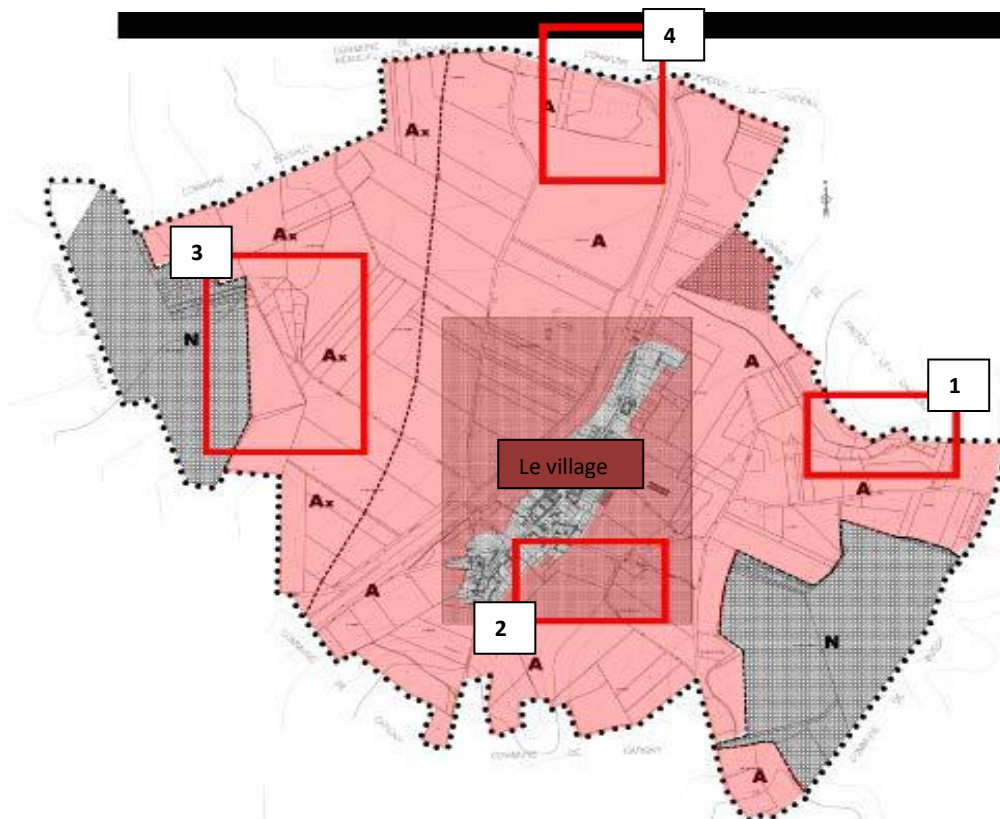
- une conception des *accès* des nouvelles constructions (présentant) *les caractéristiques* nécessaires à la satisfaction des *exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile* ;
- une constructibilité suspendue à l'*accès direct du terrain à une voie publique ou privée ouverte à la circulation, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins*

### 1.5.2 Les boisements ne faisant pas l'objet d'une protection

Le diagnostic fait valoir l'argumentaire suivant :

- les boisements appartenant au Bois des Viviers (1) et ceux situés à l'entrée est du village (2) n'ont pas été protégés en raison de l'aménagement foncier en cours en lien avec le projet du Canal Seine Nord Europe ;
- une partie du massif du Bois de Quesnoy (3) est directement impactée par la DUP du Canal Seine Nord Europe : ce secteur boisé n'a pas été protégé ;
- et le terrain boisé situé à côté du canal du nord, au nord-ouest du territoire (4), est un terrain d'activité de plein air (quad, moto cross, ...). La protection de cette espace limiterait les activités existantes.

Localisation sur le territoire de Campagne des boisements non protégés :



### 1.5.3 La décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE)

Le 06 novembre 2018, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) des Hauts-de-France a rendu **un avis favorable** à l'issue de son examen au cas par cas du projet de PLU de Campagne, concluant *« qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués (...) et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »*

**En conséquence, une évaluation environnementale n'a pas été requise.**

## **2. L'ORGANISATION ET LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

### **2.1 Le cadre juridique de l'enquête publique**

La présente enquête publique est régie par les textes suivants :

- les articles L.123-1 à 123-19 et R.123-1 à R. 123-27 du Code de l'environnement ;
- l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
- le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- les articles L. 153-19 et suivants, et R. 153-8 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme ;
- la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014.

Et :

- la décision E19000133/ 80 du 23 juillet 2019 de Madame La Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens, désignant Madame Dominique MALVAUX en qualité de commissaire enquêteur ;
- la délibération du Conseil municipal de Campagne du 14 juin 2012 prescrivant l'élaboration du PLU ;
- l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019 prescrivant l'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Campagne ;
- le dossier d'enquête publique.

## **2.2 La composition du dossier d'enquête**

### **2.2.1 Les pièces soumises au public**

Ont été soumises au public les pièces suivantes :

#### Pièces administratives (pièce 1)

Arrêté de mise à l'enquête publique ;

Notice de présentation en application de l'article R 123-8 du Code de l'Environnement ;

Décision de la MRAE dans le cadre de l'examen au cas par cas prévu à l'article R 104-8 du Code de l'Urbanisme ;

Délibération tirant le bilan de la concertation ;

Liste des destinataires des consultations au titre des articles L. 153-16, L. 153-17, R. 153-6 du Code de l'Urbanisme ;

Avis résultants des consultations :

- avis du Service de l'Aménagement Régional du Conseil Régional de la Région Hauts-de-France – le 14 mai 2019 ;
- avis de la Chambre d'Agriculture de l'Oise – le 14 mai 2019 ;
- avis du Service Foncier, Aménagement Rural et Urbanisme de la Direction Générale Adjointe Aménagement Durable, Environnement et Mobilité, du Conseil Départemental de l'Oise – le 22 mai 2019 ;
- avis de la Direction de la Direction Départementale des Territoires (DDT) – le 18 juin 2019 ;
- avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers de la Direction Départementale des Territoires, dans le cadre de son auto saisine – le 22 juillet 2019.

Textes régissant l'enquête publique

#### Registre d'enquête publique (pièce 2)

#### Dossier du projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal le 6 février 2019 (pièce 3)

Pièce administrative (doc 1) : délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 2019 arrêtant le projet de PLU

Rapport de présentation (doc 2)

Projet d'Aménagement et de Développement Durable (doc 3)

Orientations d'Aménagement et de Programmation (doc 4)



Règlement (doc 5), dont :

- règlement écrit (5a) ;
- règlement graphique (5b – 5c – 5d) : plan de découpage en zones « Territoire communal (5b) – plan de découpage en zones « Village » (5c) - emplacements réservés (5d).

Annexe sanitaire (doc 6), dont :

- notice sanitaire (6a)
- plan du réseau d'eau potable (6b) ;
- plan du réseau d'eaux usées (6c) ;
- zonage d'assainissement (6d).

Annexe « réseaux divers » (doc 7), dont :

- défense incendie : rapport de conformité des bornes et prises incendie PI (7a) ;
- réseau électrique (7b).

Annexe « servitudes d'utilité publique » (doc 8), dont :

- cahier des servitudes d'utilité publique (8a) : dates d'approbation du plan des servitudes d'alignement – servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques – servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques – servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques – Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) du Bassin Versant de la Verse ;
- plan des servitudes d'utilité publique (8b).

Ajouté au dossier papier :

- extrait de l'atlas du zonage réglementaire du PPRI de la Verse pour le territoire de Campagne ;
- plan des risques pour : transport de matières dangereuses / aléa inondation débordement et ruissellements / aléas retrait-gonflement des argiles ; relatifs au territoire de Campagne ;
- Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques inondation sur le bassin versant de la Verse, et courrier d'accompagnement du 27 septembre 2017 ;
- CD reproductible à destination du public : pièces administratives – dispositions du projet du PLU arrêté.

### 2.2.2 L'appréciation de la commissaire enquêteur sur le dossier d'enquête

**La commissaire enquêteur a apprécié** l'ordonnancement du dossier d'enquête et, pour le dossier papier, la présence d'un CD reproductible.

**La commissaire enquêtrice a apprécié** l'organisation de chacune des parties du dossier et l'usage des nombreuses illustrations qui accompagnent les éléments développés dans le rapport de présentation, qui assurent le repérage, la description, et ajoutent à la connaissance et à la compréhension.

L'ensemble de ces qualités du dossier ne peut qu'aider à l'abord du projet par le public.

**La commissaire enquêtrice estime que l'argumentaire** correspondant à la compatibilité du projet de croissance démographique de la commune de Campagne avec la planification du SCoT de la CCPN manque de limpidité.

**La commissaire enquêtrice regrette** la discordance entre les pages 92, 99 et 102 du rapport de présentation quant à la surface de la zone 1AUh, qui est présentée soit comme recouvrant 0ha 48a 64, soit comme recouvrant 0,46 ha ou encore comme recouvrant 0,48 ha.

**La commissaire enquêtrice note :**

- la disposition n° 17 du PADD *Tenir compte de la présence d'élevage dans l'espace aggloméré* ; et la mise au registre des *contraintes artificielles* de cette présence présentée comme nécessitant *au titre du Règlement Sanitaire Départemental*, pour *l'élevage situé rue du Chemin Blanc*, un *périmètre d'éloignement de 50 m* et pour *celui implanté au chemin du Pré de Bézu*, un *périmètre de 100 m pour installations classées* (cf. : page 64 du rapport de présentation), ne sont pas suivies d'effet dans le règlement ou les annexes ;
- l'identification d'un aléa fort de remontée de nappe intéressant une grande partie du village, et sa représentation graphique page 61 du rapport de présentation (Atlas des risques majeurs : risque de remontées de nappe) ne sont pas suivies d'effet dans le règlement ou les annexes ;
- l'absence de l'annexe « Plans d'alignement », qu'il conviendra d'incorporer dans le dossier final, faute de quoi, cette servitude cesserait d'exister ;
- la disposition n° 15 du PADD *Prendre en considération la gestion des eaux pluviales en respectant les indications du PPRI de la Verse, (...) en envisageant la réalisation d'une étude spécifique* n'est pas suivie d'effet dans les annexes ou dans le rapport de présentation (zonage d'assainissement pluvial ou informations sur la mise en œuvre de l'étude).

**Concernant le projet de PLU en général et les entours de son établissement, la commissaire enquêtrice regrette également :**

- l'absence d'un compte-rendu pour la réunion de concertation du 11 janvier 2018 comme pour la réunion publique du 04 avril 2018 ;
- l'absence d'un document portant mention de la réponse apportée aux deux écrits déposés au registre de concertation.

## **2.3 L'organisation de l'enquête publique**

Par décision N° E19000133 / 80 du 22 juillet 2019 de Madame La Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens, Madame Dominique Malvaux (Cadre Socio-éducatif en retraite) a

été désignée en qualité de Commissaire enquêtrice pour conduire l'enquête publique concernant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Campagne.

La mise à l'enquête publique du PLU a fait l'objet d'un arrêté de Monsieur Jean-Luc LAVIGNE, Maire de la commune de Campagne, autorité organisatrice de l'enquête (Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019 prescrivant l'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Campagne<sup>13</sup>).

L'enquête a été prescrite pour une période de 30 jours consécutifs.  
Elle s'est déroulée du lundi 28 octobre 2019 au mardi 26 novembre 2019 à 17h.

Le siège de l'enquête s'est situé la Mairie de Campagne, 50 rue du Chemin Blanc ; dans la salle de réunion, ce qui assurait la confidentialité pour le public.

Afin d'offrir au public le maximum d'opportunités, et compte tenu des vacances scolaires, les permanences de la commissaire enquêtrice ont été programmées au nombre de quatre. Conformément à l'arrêté ordonnant cette enquête, ces permanences se sont tenues aux dates suivantes :

- le lundi 28 octobre 2019 de 9h à 12h ;
- le jeudi 07 novembre 2019 de 16h à 19h ;
- le samedi 16 novembre 2019 de 9h à 12h ;
- le mardi 26 novembre 2019 de 14h à 17h.

Les publications légales sont parues dans deux journaux :

- Le Courrier Picard, les 12 et 31 octobre 2019 **P. J.**
- L'Oise Hebdo, les 09 et 30 octobre 2019 **P. J.**

L'arrêté d'ouverture d'enquête a prescrit l'affichage de l'avis d'enquête quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête.

Deux affiches (correspondant aux caractéristiques réglementaires des avis d'enquête publique fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R. 123-11 du code de l'environnement, article 1) annonçant cette enquête publique ont été apposées et sont demeurées pendant toute la durée de l'enquête sur les deux panneaux d'affichage de la commune, à la vue du public depuis la rue : devant la Mairie, 50 rue du Chemin Blanc, et contre la Salle des Fêtes, rue de la Montagne.

Monsieur Le Maire de Campagne a en outre fourni à la commissaire enquêtrice le certificat d'affichage (certificat du 21 octobre 2019) et les certificats de parution (certificats des 21 octobre et 04 novembre 2019). **P.J.**

Conformément à l'arrêté d'ouverture d'enquête, le dossier d'enquête était consultable pendant toute la durée de l'enquête :

- sur le site internet de la Préfecture de l'Oise : [www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr) ;

---

<sup>13</sup> Voir « Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2019 prescrivant l'enquête publique sur le projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de Campagne

- sur support papier et sur un poste informatique accessible au public à la Mairie de Campagne, aux jours et heures d'ouverture du secrétariat ;
- sur support numérique à copier, grâce au CD reproductible mis à disposition.

Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier d'enquête publique ont été communicables sur support papier, aux frais du demandeur.

Les observations et propositions du public pouvaient être transmises :

- par voie postale, à l'adresse de la Mairie, en les adressant à la commissaire enquêtrice ; ces correspondances étant à annexer au registre d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique ;
- par voie électronique, à l'adresse suivante : [enquetepublic.campagne@orange.fr](mailto:enquetepublic.campagne@orange.fr) , ces observations et propositions devant être visées par la commissaire enquêtrice, annexées au registre d'enquête papier et tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique ;
- par écrit, dans le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, côtés et paraphés par la commissaire enquêtrice, aux horaires d'ouverture au public de la Mairie ;
- par écrit et oral, auprès de la commissaire enquêtrice lors des permanences.

## **2.4 Le déroulement de l'enquête publique**

### **2.4.1 Les préalables**

La commissaire enquêtrice a réceptionné le dossier sous format numérique le 08 août 2019 (envoi de la Mairie de Campagne) et sous format papier le 06 septembre 2019 (envoi du Cabinet d'urbanisme) et en a pris connaissance.

La réunion de concertation s'est tenue le vendredi 13 septembre 2019 à la Mairie de Campagne. Y ont participé : Monsieur Jean-Luc LAVIGNE, Maire de la commune de Campagne (Maître d'Ouvrage du projet de PLU), Madame Martine LEVERS (2<sup>ème</sup> Adjointe au Conseil Municipal de la commune de Campagne), Madame Marie SARO (Cabinet URBASERVICE) et la commissaire enquêtrice.

La commissaire enquêtrice a procédé le 16 octobre 2019, accompagnée par Monsieur Le Maire de la commune, à une visite des lieux, afin de s'approprier le contenu du dossier et a, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, paraphé l'ensemble des feuillets du registre d'enquête.

### **2.4.2 Les contacts en cours d'enquête**

Avant les permanences, Monsieur Le Maire étant présent en Mairie, la commissaire enquêtrice s'est entretenue avec ce dernier pour mieux connaître les caractéristiques et la vie de la commune.

Le 25 novembre 2019, la commune de Campagne a fourni par mail des précisions complémentaires concernant la commune demandées par la commissaire enquêtrice.

Le 25 novembre 2019 également, la commune de Campagne a transmis par mail le courrier annexé au registre de concertation.

Monsieur Le Maire avait auparavant transmis à la commissaire enquêtrice l'observation formulée sur ce même registre.

#### 2.4.3 Le déroulement de l'enquête publique

Du lundi 28 octobre 2019 au mardi 26 novembre 2019 à 17h, le dossier a été mis à la disposition du public en Mairie afin d'y être consulté par toute personne intéressée, aux jours et heures d'ouverture habituels.

Le dossier était également consultable sur le site internet.

Le public a pu formuler ses observations sur le registre dématérialisé, sur le registre à feuillets non mobiles cotés et paraphés par la commissaire enquêtrice, ou par écrit à l'attention de la commissaire enquêtrice en mairie de Campagne, ou sur l'adresse mail dédiée à l'enquête publique, ou directement au cours des quatre permanences effectuées par la commissaire enquêtrice.

Au long de l'enquête publique, à l'occasion de chaque permanence, la commissaire enquêtrice a vérifié l'affichage sur les deux sites du village et a vérifié la complétude du dossier papier d'enquête.

L'enquête publique a pris fin le mardi 26 novembre 2019 à 17h.

La commissaire enquêtrice a clôturé et signé le registre d'enquête à la fin de sa dernière permanence et a récupéré le dossier d'enquête avec le registre.

#### 2.4.4 Le bilan de la participation du public

##### **Bilan comptable pour les permanences :**

- 1ère permanence (le lundi 28 octobre 2019 de 9h à 12h) : pas de visites ;
- 2<sup>ème</sup> permanence (le jeudi 07 novembre 2019 de 16h à 19h) : pas de visites ;
- 3<sup>ème</sup> permanence (le samedi 16 novembre 2019 de 9h à 12h) : pas de visites ;
- 4<sup>ème</sup> permanence (le mardi 26 novembre 2019 de 14h à 17h) : une visite - et une note portée par la commissaire enquêtrice sur le registre d'enquête.

##### **Bilan comptable pour les observations portées au registre d'enquête :**

- Aucune autre observation que celle du 26 novembre n'a été portée sur le registre d'enquête.

##### **Bilan comptable pour les observations transmises par voie électronique :**

- aucune observation n'a été déposée sur la boîte mail de l'enquête.

#### 2.5 Le procès verbal de synthèse

Article R123-18 du Code de l'environnement : (...). *Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai*

*de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. [...].*

*Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.*

La commissaire enquêtrice a repris l'observation portée au registre d'enquête le 26 novembre 2019 – a rappelé les demandes formulées au cours de la période de concertation par deux propriétaires terriens de Campagne (consignées au registre de concertation) ainsi que les observations, remarques, demandes et réserves émises par les services et les PPA - et a demandé à la commune de Campagne de produire ses observations sur l'ensemble de ces éléments.

Ce document<sup>14</sup>, auquel la commissaire enquêtrice a ajouté un bordereau de remise de document à cosigner, a été remis en mains propres à Monsieur le Maire de Campagne le 02 décembre 2019.

Monsieur Le Maire de Campagne a produit un mémoire en réponse envoyé par mail à la commissaire enquêtrice le 9 décembre 2019, formulant en exergue la précaution suivante pour ce qui concerne sa réponse au regard des observations des services et des PPA : *je me permets de préciser que la commune doit veiller à ne pas s'engager sur des exposés qui pourraient préjuger des réponses qui seront apportées à l'issue de la réunion officielles avec les Personnes Publiques Associées. En effet, ce n'est que dans le cadre de cette réunion – qui se tiendra nécessairement après la remise du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur – que seront examinées les éventuelles modifications apportées en réponse aux différents avis, et ce en s'assurant alors que ces modifications sont partagées et validées par les différents partenaires institutionnels (services de l'Etat, Personnes Publiques Associées...)*

### **3. L'AVIS DES SERVICES ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES LES OBSERVATIONS DU PUBLIC AU COURS DE L'ENQUETE**

#### **3.1 Les Personnes Publiques Associées consultées**

Le 13 mars 2019, la commune de Campagne a envoyé pour examen et avis son projet de PLU aux services de l'Etat et de la Région, aux établissements publics de coopération intercommunale, au Président de la CCPN, aux Maires des communes limitrophes et au Président du Directoire de la Société du canal Seine Nord Europe<sup>15</sup>.

Ont répondu :

- le Service de l'Aménagement Régional du Conseil Régional de la Région Hauts-de-France – le 14 mai 2019 ;
- la Chambre d'Agriculture de l'Oise – le 14 mai 2019 ;

<sup>14</sup> Voir le « Procès verbal de synthèse », en Annexe VII

<sup>15</sup> Voir la liste en Annexe VIII

- le Service Foncier, Aménagement Rural et Urbanisme de la Direction Générale Adjointe Aménagement Durable, Environnement et Mobilité, du Conseil Départemental de l'Oise – le 22 mai 2019 ;
- la Direction de la Direction Départementale des Territoires (DDT) – le 18 juin 2019 ;
- la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers de la Direction Départementale des Territoires – le 22 juillet 2019 ;

**N. B. : pour les autres consultations, on peut considérer que l'absence de réponse au bout de 3 mois vaut avis favorable.**

**La commissaire enquêtrice relève en particulier l'absence de réponse de la CCPN (porteuse des documents supra-communaux que sont le SCoT et le PLH), valant donc avis favorable.**

**Les réponses et avis des services ayant répondu sont repris de façon non totalement exhaustive dans la suite de ce rapport et comprennent l'avis (avant réunion avec les PPA) de la commune de Campagne en rouge - et la position de la commissaire enquêtrice en fond grisé.**

**Le Service de l'Aménagement Régional du Conseil Régional de la Région Hauts-de-France** a produit un accusé de réception donnant des indications sur le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) : son arrêt le 31 janvier 2019, sa soumission aux consultations durant cette année, sa relation 'supra' au SCoT, la possibilité de retrouver les documents provisoires produits sur le site internet dédié.

Avec la notification suivante : ***cet accusé de réception ne tient pas lieu d'avis de la Région sur le projet.***

**La commissaire enquêtrice analyse la transmission de ces informations comme un soutien apporté à la commune pour la recherche autour de l'élaboration de son PLU.**

**Le Service Foncier, Aménagement Rural et Urbanisme de la Direction Adjointe Foncier et Administratif - Direction Générale Adjointe Aménagement Durable, Environnement et Mobilité – Département de l'Oise** a émis des observations, a formulé une demande, et n'a pas donné d'avis ; a notifié son attente de la réception d'un exemplaire du *PLU approuvé et rendu exécutoire* (condition au versement du solde de la subvention accordée).

Les observations :

Après une étude attentive de votre dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des observations ci-dessous.

### **Aménagement numérique**

Je note que votre commune a bien intégré l'aménagement numérique dans le PLU, en termes de développement des besoins et usages numériques, dans le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), ainsi que dans le règlement.

Je vous rappelle l'importance d'inclure dorénavant ces éléments dans le cadre de la loi Grenelle II, qui constitue pour l'ensemble des acteurs l'opportunité de porter au débat et de prendre en compte la question des infrastructures et des réseaux de communications électroniques dans leurs PLU.

Par ailleurs, concernant la sous-section II-Desserte par les réseaux du règlement, je vous précise que par défaut, le Très Haut Débit (THD) emprunte le réseau de l'opérateur historique France Télécom/Orange. Aussi, et selon cet article, pour les nouvelles constructions, il faut effectivement prévoir les infrastructures depuis le domaine public et donc systématiquement depuis les chambres France Télécom, jusqu'en limite de parcelle privée. Si les infrastructures France Télécom n'existent pas en souterrain, il faut les prévoir en domaine public jusqu'au dernier appui aérien (France Télécom ou Basse Tension partagé) existant de la rue concernée.

En référence à la disposition commune aux pages 29, 38 et 48 du rapport de présentation<sup>16</sup>, la commissaire enquêtrice considère que les précisions du Département apportent à la commune de Campagne des renseignements qui peuvent être bienvenus quant à l'aménagement de la desserte en très haut débit pour les nouvelles constructions.

### **Routes départementales**

Le rapport de présentation reprend bien les données relatives aux routes départementales.

Des comptages réalisés plus récemment par le Département relèvent une moyenne journalière :

- Sur la RD 39, au PR 12.000 (Catigny), de 428 véhicules, dont 8,4 % de poids lourds, en octobre 2015 ;
- Sur la RD 76, au PR 13.000, de 569 véhicules, dont 9,1 % de poids lourds, en septembre 2015 ;
- Sur la RD 103, au PR 1.000 (Genvry), de 778 véhicules, dont 3,1% de poids lourds, en juin 2014.

La commissaire enquêtrice relève ici un comptage plus récent que celui présenté en page 21 du rapport de présentation ; avec, de ce fait, une correction à introduire – et à considérer comme un apport qualitatif.

### **Transports**

Un chapitre du rapport de présentation, page 22, est consacré aux transports collectifs et cite le Conseil départemental comme autorité organisatrice des transports interurbains.

Or, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a confié aux régions l'organisation des transports interurbains depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et des transports scolaires depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

L'organisation et le fonctionnement des services de transport scolaire des élèves et étudiants handicapés demeurent à la charge du Département.

**Corrections à apporter : les corrections seront effectuées**

<sup>16</sup> Cf. la disposition : *Toute construction nouvelle devra pouvoir être raccordée au réseau Très Haut Débit quand il existe, en conséquence, dans le cas de création de voies nouvelles, des dispositifs de branchement seront installés depuis le domaine public jusqu'à la parcelle à desservir. Dans le cas où les réseaux sont inexistant, des fourreaux de réserve seront mis en place dans les opérations d'aménagement*



### **Assainissement**

Concernant la thématique assainissement, il aurait été pertinent d'apporter des éléments relatifs à la station d'épuration intercommunale située à CATIGNY (année de mise en service, capacité nominale, charge de pollution reçue), et de prendre en compte l'évolution démographique des différentes communes raccordées sur le dispositif.

Station d'épuration : des précisions pourront être apportées sur la station d'épuration (la station mise en service en 2011, présente une capacité de 2400 EH (équivalent-habitant). En 2018 : la charge hydraulique était de 64,14 % et la charge polluante était de 44,8 %.

### **Circulations douces**

Pour votre information, le Département a adopté le 16 décembre 2010 le schéma départemental des circulations douces qui vise, notamment, à coordonner les initiatives et les projets locaux. Le Département a également édité un guide technique des voies de circulation douce qui synthétise les données techniques, juridiques et administratives à l'attention des porteurs de projets.

La commissaire enquêtrice comprend cette information comme une réponse aidante, en lien avec l'orientation n° 8 du PADD (*Projeter une valorisation touristique du Canal du Nord par le maintien des voies de circulations douces qui le bordent, par une réflexion sur les potentielles activités récréatives sur le canal du Nord, etc.*).

### **Rivière**

En page 34 du rapport de présentation, il conviendrait de mentionner le ru de la Fontaine des Aulnes qui borde la commune au Nord. Elle présente également l'origine du ru de FRETOY-LE-CHATEAU.

L'absence de mention de ces cours d'eau entraîne l'absence d'une bande d'inconstructibilité dans le règlement en zone A, qui sera donc à intégrer.

Ru de la Fontaine des Aulnes et de Frétoy : les cours d'eau manquant pourront être mentionnés.

La commissaire enquêtrice prend acte et considère que doit être identifiée au niveau du règlement, en zone A, la bande d'inconstructibilité dont il est question ici.

Lors de sa visite accompagnée des lieux liés au projet de PLU, ce ru a été désigné à la commissaire enquêtrice, avec la précision qu'il n'y coulait pas d'eau (confirmation de visu). Cependant la commissaire enquêtrice estime que le principe de précaution doit s'appliquer sur l'ensemble des secteurs potentiellement impactés car il n'en reste pas moins qu'en cas d'événement météorologique exceptionnel ces zones pourront correspondre à un endroit sensible.

### La demande :

Je note la présence d'un espace boisé classé le long de la RD103. Afin de lever toute contrainte éventuelle pour le Conseil départemental, je vous remercie de supprimer cet espace boisé classé sur une largeur de 10 mètres le long de la RD 103.

Demande du Département : les Espaces Boisés Classés pourront être supprimés dans une bande de 10 m le long de la RD103.

### **3.2 L'avis des Personnes Publiques Associées l'avant donné**

#### **L'avis de la Chambre d'Agriculture de l'Oise (le 14 mai 2019) :**

*L'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) arrêté de votre commune (...) nous amène à vous formuler plusieurs observations.*

*La première d'entre elles concerne les objectifs communaux en matière de développement démographique.*

*Les différents documents du dossier, et notamment le rapport de présentation et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) mentionnent la nécessaire compatibilité du PLU de Campagne avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Noyonnais.*

*Cependant, l'objectif chiffré de croissance démographique n'est pas clairement évoqué dans le projet de PLU.*

**Clarification des objectifs chiffrés de croissance démographique : l'objectif chiffré de croissance démographique figure p. 92-93 du rapport de présentation.**

L'objectif chiffré de croissance démographique figure p. 92-93 du rapport de présentation et dans l'orientation 10 du PADD ; cependant, pour une meilleure compréhension, l'argumentaire qui vient étayer la compatibilité du projet de croissance démographique de la commune de Campagne avec la planification du SCoT de la CCPN gagnerait à être exposé de façon moins contournée.

*Nous notons toutefois avec satisfaction que la commune prévoit de « ne pas compromettre le comblement des dents creuses », de « prévoir un développement urbain à l'intérieur de l'enveloppe urbaine », ce qui se traduit par une « consommation nulle d'espaces naturels ou agricoles en dehors de l'enveloppe urbaine du village ».*

*La délimitation des zones Urbaine à caractère pavillonnaire (UD) d'une part, et A Urbaniser (lAUh) d'autre part, pose la question de l'accessibilité future au parcellaire agricole.*

*En effet, dans le cas où le front bâti viendrait à être urbanisé, comme le prévoit le PLU, l'accès par les engins agricoles, aux ilots de culture serait entravé par les habitations et leurs installations associées (annexes, clôtures,...).*

*Il est donc indispensable que le PLU anticipe tout enclavement du parcellaire agricole, si l'accès ne peut se faire ailleurs que par les voies publiques actuelles. Des emplacements réservés (ER) et un principe de maintien d'accès dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du secteur situé rue de la Montagne, pourraient répondre à cette nécessité.*

**Déplacements agricoles : la municipalité n'a connaissance d'aucune difficulté liée à la circulation des engins agricoles sur la commune. L'accessibilité des terres agricoles**

situées à l'arrière du secteur n° 2 des OAP (rue de la Montagne) pourra s'effectuer par la rue de Thiebauville, comme c'est déjà le cas actuellement. Il ne semble pas nécessaire de prévoir d'autres accès.

*Nous vous demandons l'ajustement réglementaire suivant :*

- zone UB - section UB II - sous-section III : spécifier que la disposition réglementaire indiquant que « les surfaces imperméabilisées ne devront pas excéder 50% des espaces restés libres après implantation des constructions » ne s'applique pas pour les constructions et installations agricoles en zone UB.

Demande de la Chambre d'Agriculture : le pourcentage maximal de surface imperméabilisée pourra être revu à la baisse, pour ne pas contraindre exagérément les exploitations agricoles.

*Dans le rapport de présentation, il est mentionné trois sièges d'exploitation agricole, sans que soient détaillées les activités de chacun d'elles.*

*Dans le PADD, il est précisé que le projet communal devra « tenir compte de la présence d'élevage dans l'espace aggloméré ».*

*Le diagnostic communal aurait pu être complété et illustré d'une carte précise de localisation des activités agricoles, faisant figurer, entre autres les bâtiments et installations liées aux élevages recensés sur la commune.*

Intégration de documents relatifs aux périmètres sanitaires : (...) la cartographie page 18 du rapport de présentation indique la localisation actuelle des deux élevages recensés sur la commune, et le tableau page 19 permet de prendre connaissance des cheptels actuels (point violet : 83 bovins ; point jaune : 10 500 poules).

*Enfin, nous avons relevé deux erreurs dans le rapport de présentation :*

- à la page 92 (chapitre « la zone à urbaniser »), il est indiqué que la zone IAUh représente 4600 m<sup>2</sup>, alors que dans les OAP, celle-ci est mesurée à 4800 m<sup>2</sup>. Nous vous demandons la mise en cohérence de ces documents.
- à la page 95 (chapitre « destination des constructions, usages des sols et natures d'activités (zone A) »), il est indiqué que « la zone A comprend un secteur Ax situé au Nord-est du territoire ». Or, ce secteur se trouve au Nord-Ouest de la commune.

Corrections à apporter : les corrections seront effectuées.

Dont acte.

*Compte tenu de l'ensemble de ces remarques, nous émettons sur votre projet de PLU arrêté, un avis favorable, sous réserve de la prise en compte de nos remarques.*

**L'avis de la Direction de la Direction Départementale des Territoires (18 juin 2019) :**

La DDT confirme que le projet de PLU de la commune de Campagne *intègre et prend en compte l'ensemble des aléas naturels ou technologiques - répond de manière tout à fait satisfaisante à plusieurs politiques publiques, notamment en matière de limitation de l'étalement urbain, de préservation des ressources naturelles et des paysages - que le PADD respecte toutes les dispositions réglementaires du Code de l'Urbanisme – et que les protections particulières au titre du code de l'urbanisme sont abordées de façon précise dans le document.*

Néanmoins, au vu de l'étude du dossier reçu, ce projet a appelé ***un avis favorable sous réserves.***

Ces réserves portent sur :

- la non intégration d'un zonage d'assainissement pluvial : *concernant la compatibilité du PLU avec les orientations du SDAGE : intégration, après enquête publique, du zonage d'assainissement eaux pluviales à l'échelle du Bassin versant ou, à défaut, d'une étude diagnostic de la gestion des eaux de ruissellement sur la totalité du territoire communal au titre de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales. La réalisation de cette étude spécifique est pourtant évoquée dans les orientations de votre PADD. Cette pièce n'est pas présente dans votre PLU et aucune information précise le démarrage d'une étude (en Annexe Sanitaire).*

Zonage d'assainissement pluvial : une fois l'étude réalisée, le zonage sera annexé au PLU. Compte tenu du fait que la principale interrogation réside dans l'avenir du Canal du Nord, principal exutoire pour les eaux pluviales, et que la commune n'a pas d'information à ce sujet, il ne semblait pas opportun de lancer cette étude immédiatement. Par ailleurs, il est utile de préciser que la thématique du ruissellement est d'ores-et-déjà bien prise en compte par le PPRI de la Verse et qu'actuellement il n'y a pas de problème particulier quant à la gestion des eaux pluviales sur le territoire. Le PLU impose la gestion des eaux pluviales à la parcelle, sauf en cas d'impossibilité technique de procéder par infiltration.

La commissaire enquêtrice prend acte de l'engagement de la commune quant à la réalisation effective de l'étude, et de la mise en annexe, à terme, du zonage d'assainissement pluvial.

- la non intégration du règlement du PPRI du Bassin Versant de la Verse, qui vaut servitude d'utilité publique (en Annexe Servitudes d'utilité publique) ;

PPRI du bassin versant de la Verse : le règlement du PPRI figure bien dans le cahier des servitudes d'utilité publiques (à la fin du document n° 8a)

- la non intégration du plan d'alignement de voirie des RD 39 et 103 *ayant valeur de servitudes d'utilité publique : conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (article L. 151-43), les servitudes d'utilité publique s'imposent au PLU et doivent obligatoirement être annexées au dossier. Les plans d'alignement*

*ayant valeur de servitudes d'utilité publique doivent donc figurer dans l'annexe des servitudes d'utilité publique pour demeurer opposables. (en Annexe Servitudes d'utilité publique)*

Plans d'alignement : ces plans ayant été transmis par le Département à la commune, ils pourront être ajoutés dans l'annexe « servitudes d'utilité publique »

La commissaire enquêtrice prend note de la réponse de la commune de Campagne. En tant que servitudes d'utilité publique, les plans d'alignement doivent figurer au PLU, faute de quoi ils perdraient toute leur valeur.

- la densification prévue sur la zone 1AUh : *la première OAP concernant la zone « 1AUh », d'une surface de 0,48 ha prévoit sur son périmètre 4 logements. Assurer une gestion économe de l'espace est une exigence des lois Grenelle 1 (loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement) et Grenelle II (loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).*

*Même si la densité actuelle de la commune s'établit à 6 logements à l'hectare, un effort de densification est attendu pour la zone « 1AUh », bénéficiant de l'assainissement collectif (...) afin de tendre vers une densité d'au moins 13 logements à l'hectare, comme demandé dans le SCoT.*

Densité de la zone 1AUh : la densité minimale pourra être réajustée (5 ou 6 logements minimum par exemple).

La commissaire enquêtrice prend note de la possibilité ouverte par la commune d'une ré-étude de la densité d'habitat pour la zone 1AUh.

L'avis de la DTT comporte également des remarques d'ordre réglementaire et des observations :

Le nouveau référentiel national de défense extérieure contre l'incendie doit être intégré au document : *concernant la défense incendie, l'annexe devra reprendre les prescriptions du nouveau référentiel national de défense extérieure contre l'incendie, issu de l'arrêté du 15 décembre 2016. Le document pourra aussi être complété par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du SDIS60.*

Intégration de documents relatifs à la défense incendie : l'annexe pourra faire référence au nouveau référentiel, comme indiqué p. 23 du rapport de présentation. Il ne semble pas forcément souhaitable d'annexer le RDDECI, document qui pourrait être modifié au cours du temps.

La commissaire enquêtrice souligne les implications pour la composition des pièces du PLU de l'article L.2213-32 du Code Général des Collectivités Territoriales qui indique : *Le Maire assure la Défense Extérieure Contre l'Incendie* et de l'article L. 2225-2 du même code : *Les communes sont chargées du service public de défense extérieure contre l'incendie (...).* En



conséquence, l'intégration en annexe du PLU des prescriptions du nouveau référentiel national de défense extérieure contre l'incendie (au moins) apparaît incontournable.

*Un document graphique précis (...) localisant les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes avec leur périmètre de protection sanitaire doit être intégré au document : la commune est concernée par des périmètres sanitaires induits par la présence de bâtiments d'élevage identifiés en tant qu'IPCE ou soumis au RSD. Une carte localisant les bâtiments et les périmètres correspondants doit être insérée dans une annexe « Informations jugées utiles » ou tout au moins dans le rapport de présentation, afin d'en connaître l'impact sur les limites de constructibilité.*

Intégration de documents relatifs aux périmètres sanitaires : il n'appartient pas à la commune de prendre la responsabilité d'établir des périmètres sanitaires autour des bâtiments d'élevage, étant rappelé que ces informations ne sont fournies ni par l'Etat, ni par la Chambre d'Agriculture. En outre ces périmètres peuvent évoluer en fonction du cheptel. Toutefois la cartographie page 18 du rapport de présentation indique la localisation actuelle des deux élevages recensés sur la commune, et le tableau page 19 permet de prendre connaissance des cheptels actuels (point violet : 83 bovins ; point jaune : 10 500 poules). En outre, page 63 du rapport de présentation, les périmètres d'éloignement sont rappelés.

La commissaire enquêtrice attire l'attention de la commune de Campagne sur la disposition 17 de son PADD : *Tenir compte de la présence d'élevage dans l'espace aggloméré.* A défaut de présenter des périmètres parfaitement pérennes, mais compte tenu des enjeux de santé, la commissaire enquêtrice est d'avis que doit être indiqué au moins ceci : qu'une information actualisée concernant ces périmètres devra **obligatoirement** être transmise à tout pétitionnaire projetant d'installer son habitation sur un terrain proche de ces élevages.

*Concernant la prise en compte des risques, le rapport de présentation néglige l'aléa fort de remontée de nappe sur la majorité de la partie urbanisée de la commune.*

*L'aléa fort de remontée de nappe pourrait faire l'objet de mesures réglementaires dans les secteurs présentant des projets de constructions en interdisant les sous-sols ainsi que les piscines enterrées. A minima, le règlement des zones « UB », « UD » et « LAUh » devra attirer l'attention des pétitionnaires sur la nature du sol et sur les précautions à prendre en cas de réalisation d'un sous-sol ou d'une piscine enterrée.*

Prise en compte des risques : la commune n'a pas souhaité restreindre les possibilités de créer des sous-sols ou des piscines enterrées, considérant que le risque de remontées de nappe n'a à priori jamais occasionné de sinistre. La possible présence d'eau dans le sol pourra néanmoins être signalée dans le règlement.

La commissaire enquêtrice considère que le principe de précaution doit s'appliquer sur l'ensemble des secteurs potentiellement impactés car il n'en reste pas moins vrai qu'en cas d'événements météorologique important ces zones demeureront un endroit sensible – et soutient la nécessité d'insérer au règlement (à minima) les précautions à prendre pour les piscines enterrées et les sous-sols s'ils demeurent autorisés.

*Les deux premières OAP au sein de la pièce n° 4 du PLU doivent préciser clairement la densité des secteurs concernés.*

Clarification des objectifs chiffrés de croissance démographique : la densité des deux premiers secteurs d'OAP pourra être précisée.

*Il est fait état de 3 sièges d'exploitation agricoles sur la commune. Tous les sièges se situent au sein du bourg, pouvant rendre difficile les conditions d'accès et de circulation. Les chemins et déplacements agricoles ainsi que les difficultés de circulation éventuelles devront être rajoutés »*

Déplacements agricoles : la municipalité n'a connaissance d'aucune difficulté liée à la circulation des engins agricoles sur la commune. L'accessibilité des terres agricoles situées à l'arrière du secteur n° 2 des OAP (rue de la Montagne) pourra s'effectuer par la rue de Thiebauville, comme c'est déjà le cas actuellement. Il ne semble pas nécessaire de prévoir d'autres accès.

*Votre PLU doit prendre en compte le stationnement des véhicules hybrides ou électriques » (et des vélos) - et prévoir d'éventuels points de rechargement. Les décrets et arrêtés relatifs à l'obligation de création de bornes électriques de rechargement doivent être mentionnés.*

Véhicules hybrides ou électriques et vélos : l'inventaire des places réservées aux véhicules hybrides ou électriques et aux vélos figure p. 21 du rapport de présentation. Aucun article du Code de l'Urbanisme n'oblige la commune à prévoir des bornes de rechargement. En l'état actuel, quelques bornes ont été déployées dans les communes pôles (Guiscard, Noyon), mais pas dans les communes rurales. Concernant le stationnement vélos, le règlement impose d'équiper les logements collectifs et les bureaux d'un espace dédié (sachant que les normes relatives à ces espaces sont imposées par le Code de la Construction).

*Votre document doit (...) faire état de la scolarité des collégiens et lycéens résidant sur la commune. Ces informations devront être rajoutées (p. 27) du Rapport de présentation.*

Scolarité des collégiens et lycéens : le rapport pourra être complété (collège à Guiscard ; Lycées à Noyon).

*En ce qui concerne le développement économique, votre diagnostic nécessite des précisions complémentaires. (...) Le nombre et le type d'activités artisanales présentes sur la commune devront être rajoutées dans le diagnostic économique (p.55) du Rapport de présentation ;*

Diagnostic économique : le rapport contient déjà les informations dont dispose la mairie (p. 16 et 20).

*Le PLU arrêté propose un diagnostic de l'activité agricole avec une consultation des exploitants identifiés sur la commune, ainsi que par une localisation cartographique. L'analyse figurant en pages 17 à 19 du rapport de présentation est trop succincte et doit être développée.*

Diagnostic agricole : le rapport contient déjà les informations dont dispose la mairie (p. 17-19)

*Le règlement de votre PLU impose des « tronçons de voie sur lesquels tout nouvel accès est interdit ». Il est nécessaire de préciser l'article qui les concerne, soit : l'article L. 151-38.*

Tronçons de voie sur lesquels tout nouvel accès est interdit : la référence à l'article L. 151-39 du Code de l'Urbanisme pourrait être ajoutée (elle semble plus adaptée que le L. 151-38).

Concernant l'article L. 151-38 versus L. 151-39, la commissaire enquêtrice souligne la cause de l'interdiction de *tout nouvel accès* sur ces tronçons de voie en zone UB : ces sections sont présentées dans le rapport de présentation comme *insuffisamment équipées* et non adaptées à *desservir de futures constructions* (sections de voie non desservies par l'ensemble des réseaux, non carrossées).

*Afin de compléter les modalités de la gestion des eaux pluviales, il peut être opportun de préciser dans le règlement de réaliser au moins une place de stationnement perméable sur les deux places obligatoires par logement à usage d'habitation (sous-section IV).*

Gestion des eaux pluviales en limitant l'imperméabilisation des places de stationnement : cette proposition semble contraignante, d'autant que la commune ne connaît pas de désordres hydrauliques.

La commissaire enquêtrice considère que le principe de précaution est toujours le meilleur (aléas recensés sur le village de Campagne : aléa moyen à fort de ruissellement, aléa fort de remontées de nappes, aléa faible de coulée de boue) ; d'autant plus en référence au « Tableau récapitulatif » des interdictions ou autorisations sous condition des mesures de lutte contre le ruissellement du PPRI de Bassin Versant de la Verse ; qui ajoute page 11 de son plan de prévention la notion suivante : *en agissant sur la « première goutte d'eau », les mesures pour lutter contre le ruissellement pourraient gagner en efficacité.*

*L'indication du Nord par une boussole devra être rajoutée sur le plan de découpage en zones « village » SC.*

Indication du Nord : cela pourra être ajouté sur le plan n° 5c.

Dont acte.

L'avis de la DTT comporte aussi des indications permettant d'améliorer le document et indique des corrections à apporter :

*Le terme « eau potable » devra être remplacé par « eau destinée à la consommation humaine.*

Eau potable : le terme « eau destinée à la consommation humaine » pourrait être utilisé (tout en rappelant qu'il s'agit de ce qu'on dénomme couramment « eau potable »).



*Le rapport de présentation ne propose pas d'identification, de caractérisation et de localisation des éléments du paysage (haies, bosquet, arbres d'alignement, etc.).*

Haies et bosquets : des photographies des éléments protégés figurent p. 97 du rapport de présentation.

*Le rapport de présentation peut citer les événements importants qui se déroulent chaque année sur la commune.*

Evènements importants : le rapport pourra être complété sur ce point.

Le rapport de présentation ne précise pas si le raccordement au très haut débit est effectif.

Haut débit : il sera précisé que le très haut débit est effectif.

*Vos OAP ne mentionnent pas les modalités de la gestion des eaux pluviales or il peut être opportun de retenir l'option du « zéro tuyaux ». Cela consiste à éviter de développer des réseaux pour la gestion pluviale, en créant des éléments paysagers, des noues, fosses, et autres éléments naturels afin de gérer les eaux pluviales de manière plus douce.*

Gestion des eaux pluviales dans les OAP : les règles de gestion instaurées dans le règlement s'appliquent également dans les secteurs OAP, et semblent suffisantes (gestion à la parcelle, sauf en cas d'impossibilité technique de procéder par infiltration).

*Des plans en couleur auraient été appréciés afin de faciliter la lecture du document.*

Plans couleurs : il n'y a aucune obligation en la matière. La réalisation de plans avec peu de couleurs facilite la lisibilité en cas de copie en noir et blanc.

*Il serait intéressant de rajouter une échelle graduée sur les deux plans graphiques.*

Echelle graphique : une échelle graduée pourra être ajoutée sur les plans.

*Le 1<sup>er</sup> plan du réseau électrique est illisible. De plus, il est ni daté, ne contient ni l'échelle, ni la direction du Nord, ni de légende.*

Plan électrique : les plans joints au PLU sont ceux fournis par les gestionnaires ou exploitants. La commune ne peut les modifier (date, échelle, nord, légende).

#### CORRECTIONS A APPORTER :

- *Le nombre d'habitants de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais, précisé page 28, correspond à la donnée INSEE de 2015 et non de 2017. L'année devra être rectifiée.*
- *Le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Noyonnais n'est plus en phase d'arrêt mais bien approuvé depuis le 17 décembre 2015. L'information devra être modifiée (p.29 et 64).*

- *Revoir la superficie de la parcelle n° 74 correspondant à la dent creuse n° 6 (p. 57).*
- *Mettre en concordance la surface de la zone « IAUh » indiquée page 92, page 102 ainsi que dans l'OAP.*
- *Le secteur Ax relatif au projet de canal Seine-Nord Europe se situe au Nord-ouest du territoire communal et non pas Nord-est comme indique page 95.*
- *Le pourcentage de la zone urbaine dans le tableau récapitulatif des surfaces devra être corrigé (3,9 % au lieu de 1 %).*

Corrections à apporter : les corrections seront effectuées.

Par ailleurs cet avis aborde également les trois points suivants :

- *Le rapport de présentation, ainsi que la partie réglementaire ont identifié en EBC les deux massifs boisés, localisés en zone naturelle aux extrémités Est et Ouest du territoire communal (bois de Quesnoy et bois du Chapitre). Il convient de rappeler que la protection au titre des EBC sur les boisements de plus de 4 ha n'est pas nécessaire (boisements déjà protégés par le code forestier).*
- *Les boisements existants en zone agricole ne font pas l'objet de protection en rapport avec l'aménagement foncier du projet du Canal à Grand gabarit pouvant engendrer la suppression ou la création de nouveaux alignements d'éléments végétaux. Seuls deux alignements d'arbres ont été protégés au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'Urbanisme. Une annexe « protections particulières », intégrée au règlement écrit, incluant des photos, aiderait à une meilleure compréhension du document.*
- *Au titre de l'article L. 153-27 du code de l'urbanisme, le Conseil Municipal devra procéder au plus tard 9 ans après l'approbation du PLU à une analyse des résultats de son application au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme. De ce fait, il serait judicieux de prévoir des indicateurs de suivi du PLU répondant à tous les objectifs visés par l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.*

A NOTER sur le dernier point : des indicateurs de suivi sont intégrés au dossier d'enquête présenté au public, pages 103-104 du rapport de présentation (indicateurs de suivi de comblement des dents creuses, indicateurs de suivi du renouvellement urbain (réhabilitations, changements de destinations, divisions foncières, ...), indicateurs de suivi de la consommation des espaces à urbaniser.

**L'avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers de la DDT (le 22 juillet 2019) :**

**CONSIDERANT :**

- *que la commune de Campagne appartient à la Communauté de Communes du Noyonnais,*
- *que la commune de Campagne est couverte par le SCOT du Noyonnais,*
- *que les membres de la commission ont voté l'auto-saisine du PLU,*
- *que le projet prévoit d'ouvrir à l'urbanisation d'une zone IAUh à vocation d'habitat*
- *que le projet prévoit également l'extension des zones UB et UD,*
- *que ces zones sont consommatrices d'espaces agricoles (3,8 ha)*

***La commission donne un avis défavorable à l'unanimité concernant l'élaboration du PLU considérant la consommation excessive d'espaces agricoles ainsi qu'une trop faible densité de logements à l'hectare.***

### **3.3 L'avis du public et l'analyse des observations déposées**

La seule observation correspondant au public et déposée au registre d'enquête figure ci-dessous en *italique* et est conforme à l'inscription figurant sur le registre d'enquête publique.

- M. DOBROGOSZCZ L., membre du Conseil municipal, est venu rencontrer la commissaire enquêtrice lors de la quatrième permanence de cette dernière, soit le lundi 26 novembre 2019.

L'observation déposée au registre d'enquête est la suivante : *Passage de M. DOBROGOSZCZ L. venu chercher des précisions concernant l'avis des PPA (qu'impliquent-ils ?) M. DOBROGOSZCZ est au Conseil Municipal. Il a donné son accord pour que la commissaire enquêtrice note son passage.*

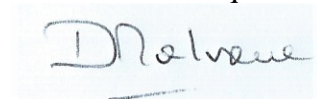
#### **Commentaire de la commissaire enquêtrice :**

L'intervention de M. DOBROGOSZCZ est en rapport direct avec le projet d'élaboration de PLU de la commune de Campagne.

Cependant, la teneur de son intervention n'inscrit pas stricto sensu cette dernière au registre des observations du public.

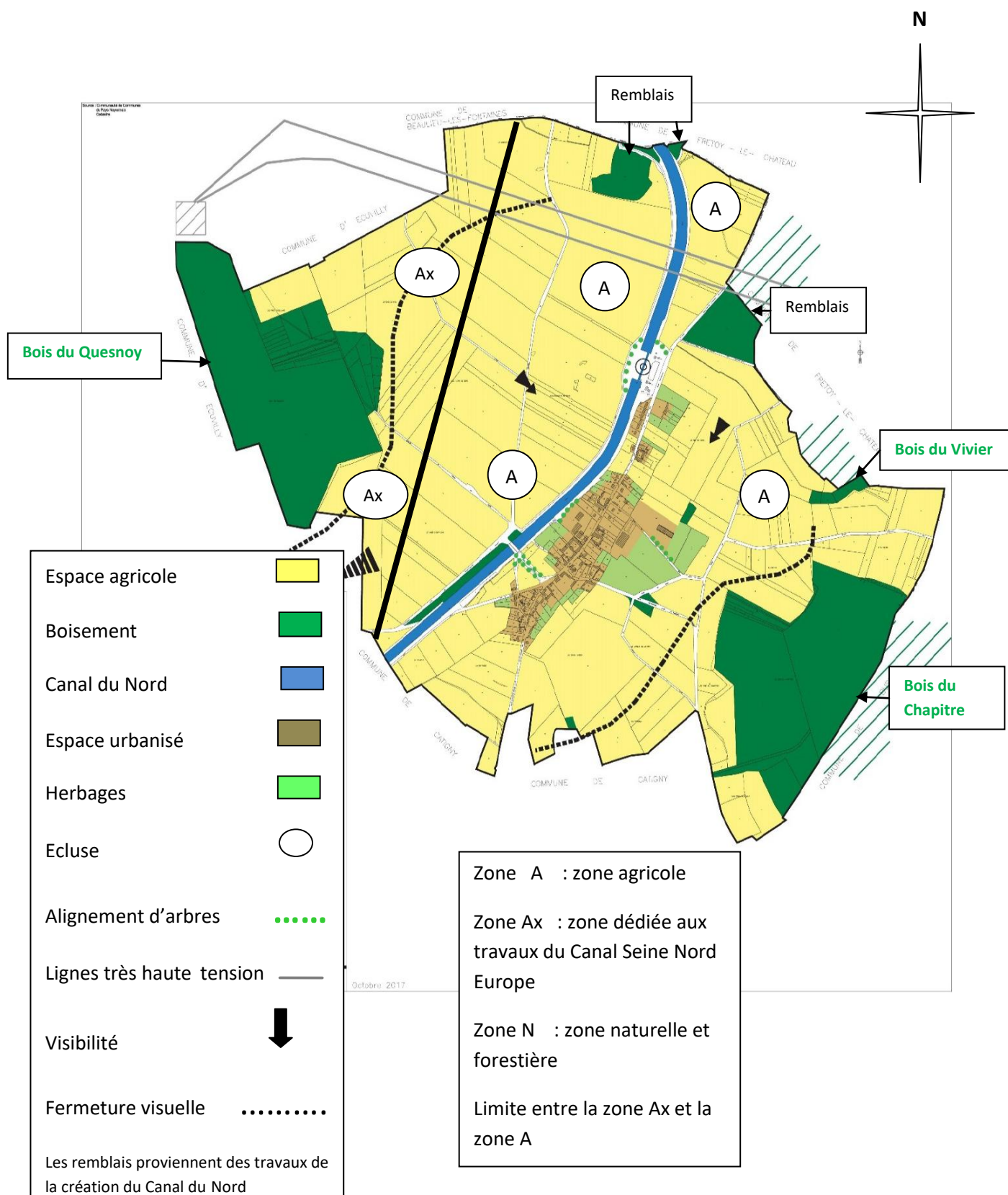
Fait à Vendeuil, le 22 décembre 2019

Dominique Malvaux  
Commissaire enquêtrice



## **ANNEXES**

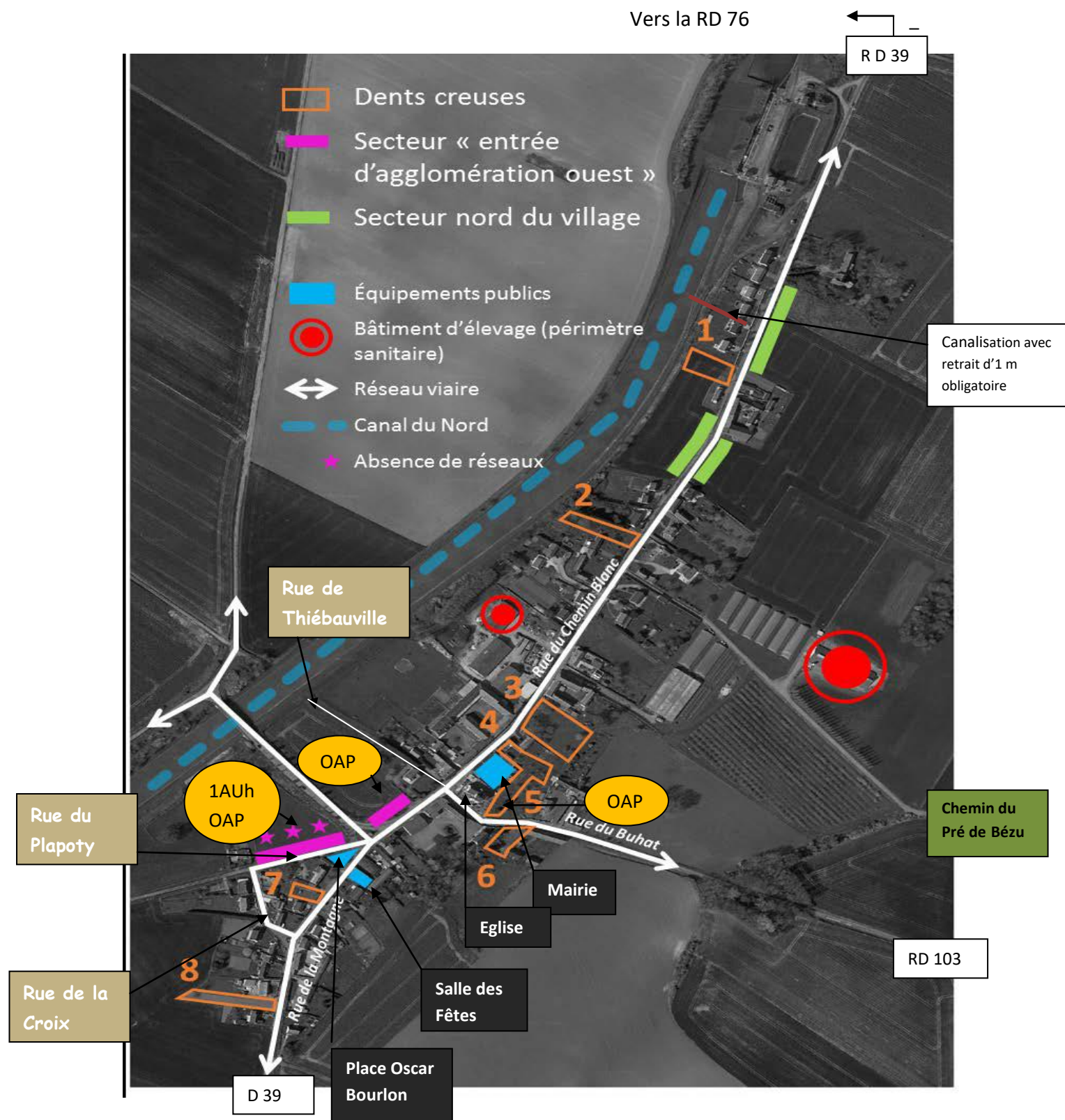
## ANNEXE I : LE PLAN DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE ET SON ZONAGE



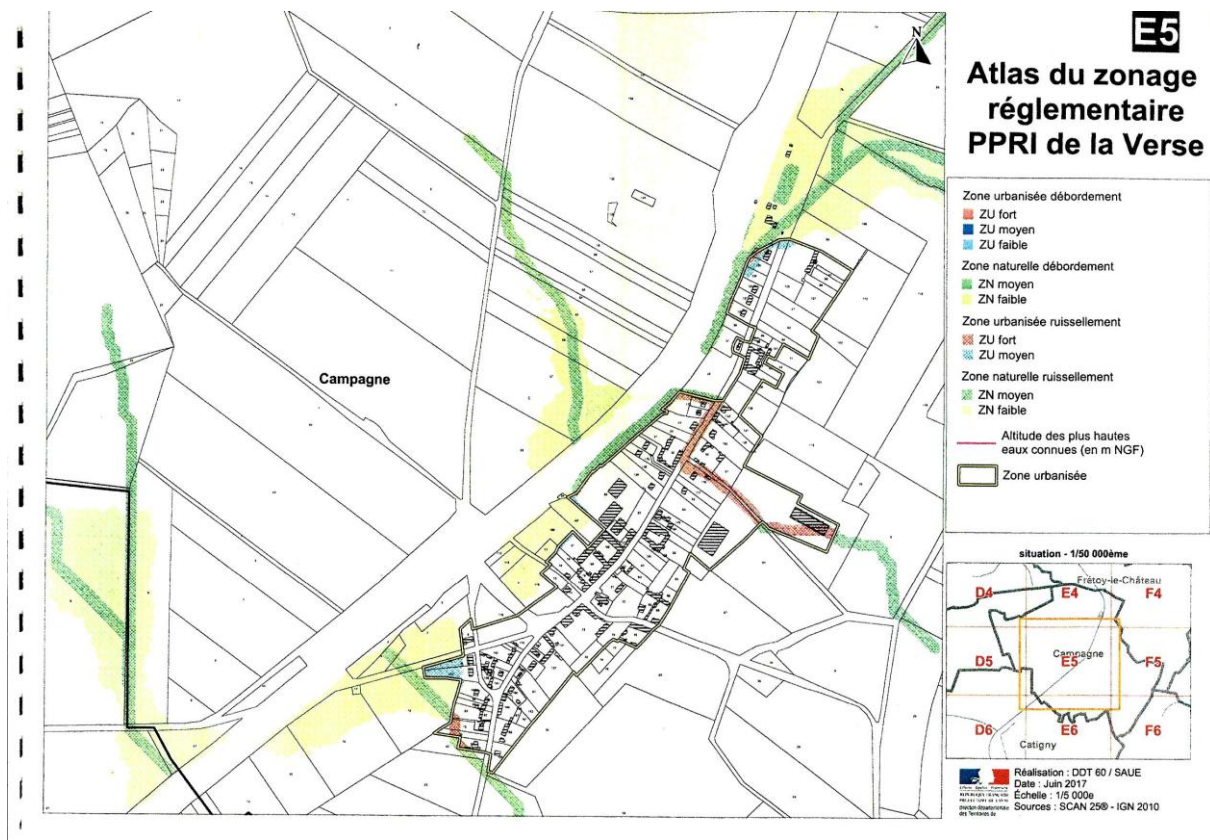


## ANNEXE II : PLAN DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE ET PROJET D'URBANISATION

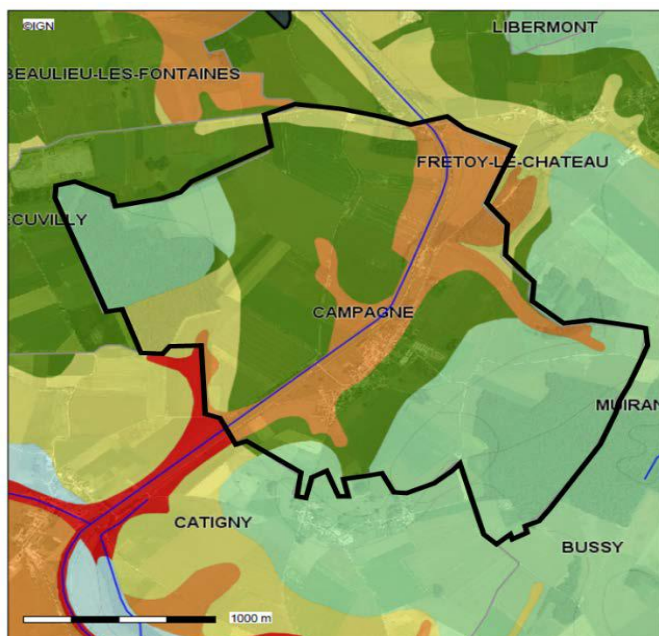
Vers la RD 76



### ANNEXE III : L'ALEA RUISSELLEMENT POUR LE VILLAGE DE CAMPAGNE

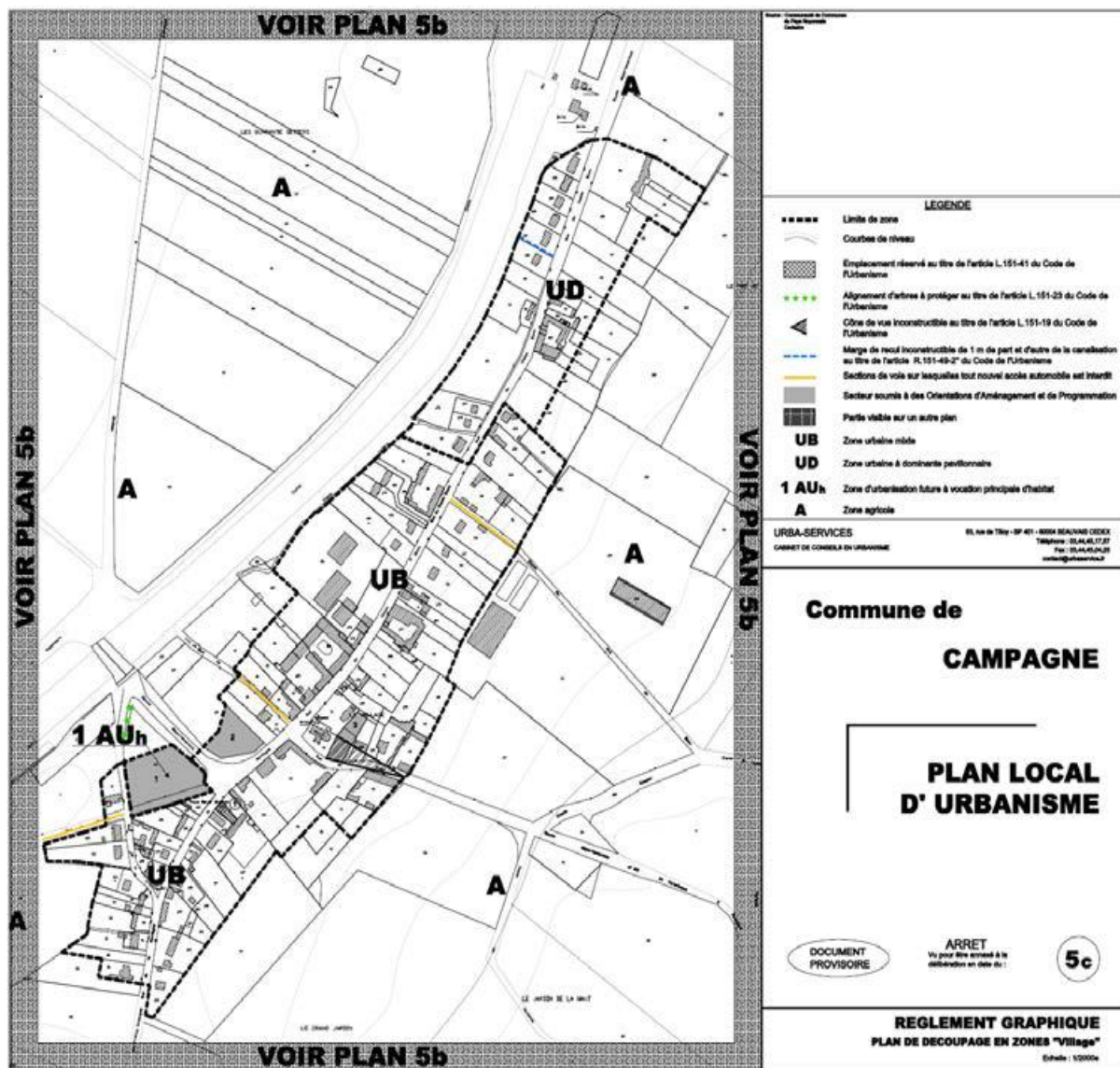


## ANNEXE IV : L'ALEA REMONTEE DE NAPPE POUR LE VILLAGE DE CAMPAGNE





## ANNEXE V : LE PLAN DE ZONAGE DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE



## **ANNEXE VI : L'ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE**

Page 1 sur 4



# **MAIRIE DE CAMPAGNE**

**Département de l'Oise**

**Arrondissement de Compiègne**

**Canton de Guiscard**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
ARRÊTES MUNICIPAUX**

### **ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR PROJET D'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE**

Le Maire,

VU la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) n°2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

VU la loi Urbanisme et Habitat (UH) n°2003-590 du 02 juillet 2003 ;

VU la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010 ;

VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) n°2014-366 du 24 mars 2014 ;

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.153-19 et R.153-8 ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment les articles L. 123-1 et suivants et R. 123-2 et suivants ;

VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

VU l'Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 14 juin 2012 prescrivant l'élaboration du PLU de Campagne et fixant les modalités de concertation avec la population ;

VU la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale des Hauts-de-France en date du 06 novembre 2018 de ne pas soumettre le dossier à une évaluation environnementale stratégique ;

VU la délibération en date du 06 février 2019 tirant le bilan de la concertation qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> février 2018 au 06 février 2019 ;

VU la délibération en date du 06 février 2019 arrêtant le projet de PLU ;

VU l'ordonnance de la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 23 juillet 2019 ;

✉ : 50 rue du chemin blanc - 60640 CAMPAGNE

☎&📠 : 03.44.43.72.66

💻 : [enquetepublic.campagne@orange.fr](mailto:enquetepublic.campagne@orange.fr)

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique, à savoir :

- ❖ Les « pièces administratives » de l'enquête publique comprenant :
  - L'arrêté de mise à l'enquête publique
  - La note de présentation en application de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement
  - La décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale dans le cadre de l'examen au cas par cas prévu à l'article R. 104-8 du Code de l'Urbanisme
  - La délibération tirant le bilan de la concertation
  - La liste des destinataires des Consultations
  - Les avis résultant des consultations :
    - l'avis de la Chambre d'Agriculture de l'Oise,
    - l'avis du Conseil Régional des Hauts-de-France,
    - l'avis du Conseil Départemental de l'Oise,
    - l'avis de la Préfecture de l'Oise (Direction Départementale des Territoires).
  - L'avis résultant de la consultation de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers dans le cadre de son autosaisine daté du 07 juin 2019.
  - Les textes régissant l'enquête publique
- ❖ Le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal en date du 06 février 2019 comprenant :
  - Une chemise pièces administratives (document n°1) comportant la délibération arrêtant le projet de PLU.
  - Un rapport de présentation (document n°2).
  - Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (document n°3).
  - Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (document n°4).
  - Un règlement (document n°5) composé d'un règlement écrit n°5a, de deux plans numérotés 5b et 5c, et d'un document Emplacement réservés n°5d.
  - Une annexe « sanitaire » (document n°6) composée d'une notice sanitaire n°6a, du réseau d'eau potable n°6b, du réseau d'assainissement des eaux usées n°6c et du zonage d'assainissement n°6d.
  - Une annexe « réseaux divers » (document n°7) composée d'une annexe défense incendie n°7a et d'une annexe réseau électrique n°7b.
  - Une annexe « servitudes d'utilité publique » (document n°8) d'un cahier des servitudes d'utilité publique n°8a et d'un plan de servitudes d'utilité publique n°8b.

**ARRETE**

**Article 1er :**

Il sera procédé à une enquête publique pour une durée de trente jours du lundi 28 octobre 2019 au mardi 26 novembre 2019 sur les dispositions du projet de PLU.

**Article 2 :**

Sur décision de la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens en date du 23 juillet 2019, Madame Dominique MALVAUX, cadre socio-éducatif en retraite, est désignée en qualité de Commissaire-Enquêteur pour conduire l'enquête sur le projet susvisé.

✉ : 50 rue du chemin blanc - 60640 CAMPAGNE  
☎ : 03.44.43.72.66  
📧 : [enquetepublic.campagne@orange.fr](mailto:enquetepublic.campagne@orange.fr)



**Article 3 :**

Le Commissaire-Enquêteur se tient à la disposition des personnes ou des représentants d'association qui demandent à être entendus. Il les recevra en mairie

- le lundi 28 octobre 2019 de 9h00 à 12h00
- le jeudi 07 novembre 2019 de 16h00 à 19h00
- le samedi 16 novembre 2019 de 9h00 à 12h00
- le mardi 26 novembre 2019 de 14h00 à 17h00.

**Article 4 :**

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur seront déposés à la mairie de Campagne du lundi 28 octobre 2019 au mardi 26 novembre 2019 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux heures habituelles d'ouverture du secrétariat (soit les lundis de 10h00 à 13h30 et de 14h30 à 17h30 et les jeudis de 14h00 à 16h30) et pendant les permanences du Commissaire-Enquêteur.

Le dossier sera également consultable sur un poste informatique accessible au public en mairie de Campagne aux jours et heures d'ouverture du secrétariat indiqués ci-avant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture de l'Oise ([www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)).

Le public pourra formuler ses observations, soit en les consignant sur le registre ouvert à cet effet en mairie, soit en les adressant au commissaire-enquêteur pendant le délai d'enquête, par voie postale en mairie (50 rue du Chemin Blanc, 60640 CAMPAGNE), ou par voie électronique ([enquetepublic.campagne@orange.fr](mailto:enquetepublic.campagne@orange.fr)), le commissaire-enquêteur visera ces observations et les annexera audit registre.

**Article 5 :**

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie.

**Article 6 :**

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera clos et signé par le Commissaire-Enquêteur ; celui-ci remettra au Maire dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête, l'ensemble du dossier avec son rapport comportant les conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou défavorables.

**Article 7 :**

Une copie du rapport et des conclusions sera communiquée par le Maire au Préfet ainsi qu'au Président du Tribunal Administratif d'Amiens. Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire-Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture pendant un an, et seront publiés sur le site : [www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)

**Article 8 :**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par les soins du Maire quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête en caractères apparents dans les deux journaux désignés ci-après :

- le Courrier Picard
- Oise Hebdo

Cet avis sera affiché quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, et durant toute la durée de celle-ci, à la mairie de Campagne et autres lieux fréquentés par le public, et publié par tout autre procédé en usage sur la commune.

L'avis sera également publié sur le site internet de la Préfecture de l'Oise dont l'adresse est [www.oise.gouv.fr](http://www.oise.gouv.fr)

**Article 9 :**

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des personnes publiques, des observations du public ou des conclusions du Commissaire-Enquêteur sera approuvé par délibération du Conseil Municipal.

**Article 10 :**

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au Commissaire-Enquêteur,
- à la Préfecture de l'Oise.

Fait en Mairie de Campagne,  
le 1<sup>er</sup> octobre 2019,  
Le Maire,  
Jean-Luc LAVIGNE



✉ : 50 rue du chemin blanc - 60640 CAMPAGNE  
☎ : 03.44.43.72.66  
💻 : [enquetepublic.campagne@orange.fr](mailto:enquetepublic.campagne@orange.fr)

## **ANNEXE VII : PROCES VERBAL DE SYNTHESE**

### **ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A L'ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CAMPAGNE (60640)**

---

En application de l'article R. 123-18 du Code de l'Environnement

---

**Ce procès verbal reprendra en première partie :**

- les deux observations du public intégrées au Registre de concertation (demande de Mme CHEVALLIER Fanie et demande de M. LEVERS Bernard) ;
- la notification, portée au Registre d'enquête par la commissaire enquêtrice, du passage et de la question de M. DOBROGOSZCZ lors de la dernière permanence de cette dernière.

**En seconde partie, la commissaire enquêtrice reprendra sous forme de questions les éléments constitutifs de l'avis des PPA ayant répondu (thèmes abordés par la commissaire enquêtrice).**

---

### **1. OBSERVATIONS DU PUBLIC**

#### **OBSERVATION DE MME CHEVALLIER F.**

- Mme CHEVALLIER Fanie, propriétaire des parcelles ZB 130 et ZD 18, a présenté à la commune la demande suivante (demande non datée) :

Mme CHEVALLIER a demandé que ces parcelles « *figurent dans la zone urbaine pour ses futurs enfants et/ou projets (habitations, extensions d'élevage ou autre).* »

**Commentaire de la commissaire enquêtrice :**

La demande de Mme CHEVALLIER est en rapport direct avec le projet d'élaboration de PLU de la commune de Campagne.

**Quelle réponse la commune a-t-elle apportée à la demande de Mme CHEVALLIER – avec quel argumentaire ?**

**OBSERVATION DE M. LEVERS B.**

- M. LEVERS Bernard, propriétaire de la parcelle ZB 95 (terrain sis rue du Chemin Blanc), a présenté par courrier à la commune les deux demandes suivantes (courrier du 24 octobre 2018) :

M. LEVERS a indiqué qu'il « *souhaiterait voir ce terrain ajouté à la liste des terrains constructibles de la commune comme cela avait été décidé lors de la réunion du 02 mai 1987 du conseil municipal de Campagne.* ». Il a rappelé à ce propos que « *sur la suggestion de l'ancien Maire* », il a « *demandé et payé le raccordement au réseau d'assainissement* » de cette parcelle en prévision de sa vente en tant que terrain à construire.

En outre, afin éviter d'éventuels « *conflits avec les propriétaires à venir* », Monsieur LEVERS a demandé la régularisation d'une servitude qu'il avait acceptée, c'est-à-dire : la présence sur ce terrain d'un pylône de moyenne tension dont la conservation avait été jugée utile à l'amélioration de l'éclairage public du « *chemin des écoliers des enfants des éclusiers* ».

**Commentaire de la commissaire enquêtrice :**

Les demandes de M. LEVERS sont en rapport direct avec le projet d'élaboration de PLU de la commune de Campagne.

**Quelle réponse la commune a-t-elle apportée aux demandes de M. LEVERS – avec quel argumentaire ?**

**OBSERVATION DE M. DOBROGOSZCZ**

- M. DOBROGOSZCZ L., membre du Conseil municipal, est venu rencontrer la commissaire enquêtrice lors de la quatrième permanence de cette dernière.

M. DOBROGOSZCZ désirait être éclairé sur les suites à donner aux avis des Personnes Publiques Associées (modalités, conséquences...)

**Commentaire de la commissaire enquêtrice :**

L'intervention de M. DOBROGOSZCZ est en rapport direct avec le projet d'élaboration de PLU de la commune de Campagne.

Cependant, la teneur de son intervention n'inscrit pas stricto sensu cette dernière au registre des « observations » du public.

**2. THEMES ABORDES PAR LA COMMISSAIRE ENQUETRIC**

**3.**

**ELEMENTS IMPLIQUANT DES RESERVES DE LA PART DE LA DDT**

Quelle est la réponse de la commune concernant les documents règlementaires suivants à intégrer au dossier de PLU, dont l'absence appelle une réserve de la DDT ?

- intégration d'un zonage d'assainissement pluvial : *« concernant la compatibilité du PLU avec les orientations du SDAGE »* : intégration, *« après enquête publique, du zonage d'assainissement eaux pluviales », « à l'échelle du Bassin versant ou à défaut, une étude diagnostic de la gestion des eaux de ruissellement sur la totalité du territoire communal au titre de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales. La réalisation de cette étude spécifique est pourtant évoquée dans les orientations de votre PADD. Cette pièce n'est pas présente dans votre PLU et aucune information précise le démarrage d'une étude »* (en Annexe Sanitaire) ;
- intégration du règlement du PPRI du Bassin Versant de la Verse, qui vaut servitude d'utilité publique (en Annexe Servitudes d'utilité publique) ;
- intégration du plan d'alignement de voirie des RD 39 et 103 *« ayant valeur de servitudes d'utilité publique »* : *« conformément aux dispositions du code de l'urbanisme (article L. 151-43), les servitudes d'utilité publique s'imposent au PLU et doivent obligatoirement être annexées au dossier. Les plans d'alignement ayant valeur de servitudes d'utilité publique doivent donc figurer dans l'annexe des servitudes d'utilité publique pour demeurer opposables. »* (en Annexe Servitudes d'utilité publique)

Quelle est la réponse de la commune concernant la réserve de la DDT relative à la densité projetée pour la zone 1AUh ?

- *La première OAP concernant la zone « 1AUh », d'une surface de 0,48 ha prévoit sur son périmètre 4 logements. Assurer une gestion économe de l'espace est une exigence des lois Grenelle 1 (loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre*



*du Grenelle de l'environnement) et Grenelle 2 (loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement).*

*Même si la densité actuelle de la commune s'établit à 6 logements à l'hectare, un effort de densification est attendu pour la zone « IAUh », bénéficiant de l'assainissement collectif (...) afin de tendre vers une densité d'au moins 13 logements à l'hectare, comme demandé dans le SCoT.*

**Réponse de la commune à propos de chacune des réserves :**

**ELEMENTS COMPLEMENTAIRES DEVANT ETRE INTEGRES**

Quelle est la réponse de la commune concernant la clarification des objectifs chiffrés de la croissance démographique ?

- *« Les deux premières OAP au sein de la pièce n° 4 du PLU doivent préciser clairement la densité des secteurs concernés » - DDT ;*
- *« Les différents documents du dossier, et notamment le rapport de présentation et le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) mentionnent la nécessaire compatibilité du PLU de Campagne avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Noyonnais. Cependant, l'objectif chiffré, de croissance démographique n'est pas clairement évoqué dans le projet de PLU. » - Chambre d'Agriculture*

Quelle est la réponse de la commune concernant l'intégration de documents relatifs à la défense contre l'incendie (DDT) ?

- *intégration du nouveau référentiel national de défense extérieure contre l'incendie : « concernant la défense incendie, l'annexe devra reprendre les prescriptions du nouveau référentiel national de défense extérieure contre l'incendie, issu de l'arrête du 15 décembre 2016. Le document pourra aussi être complété par le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du SDIS60. »*

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune concernant l'intégration de documents relatifs aux périmètres sanitaires (DDT et Chambre d'agriculture) ?

- *intégration « d'un document graphique précis » « localisant les bâtiments d'élevage et certaines de leurs annexes avec leur périmètre de protection sanitaire » : « la commune est concernée par des périmètres sanitaires induits par la présence de bâtiments d'élevage identifiés en tant qu'IPCE ou soumis au RSD. Une carte localisant les bâtiments et les périmètres correspondants doit être insérée dans une annexe « Informations jugées utiles » ou tout au moins dans le*

*rapport de présentation, afin d'en connaître l'impact sur les limites de constructibilité » - DDT*

- *intégration d'une carte précise de localisation des activités agricoles : « le diagnostic communal aurait pu être complété et illustré d'une carte précise de localisation des activités agricoles faisant figurer, entre autres les bâtiments et installations liées aux élevages. » – Chambre d'agriculture.*

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune à la DDT concernant la prise en compte des risques, pour la protection du public ?

- *« Concernant la prise en compte des risques, le rapport de présentation néglige l'aléa fort de remontée de nappe sur la majorité de la partie urbanisée de la commune. L'aléa fort de remontée de nappe pourrait faire l'objet de mesures réglementaires dans les secteurs présentant des projets de constructions en interdisant les sous-sols ainsi que les piscines enterrées. A minima, le règlement des zones « UB », « UD » et « lAUh » devra attirer l'attention des pétitionnaires sur la nature du sol et sur les précautions à prendre en cas de réalisation d'un sous-sol ou d'une piscine enterrée » ;*

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune concernant les véhicules hybrides ou électriques et les bicyclettes (DDT) ?

- *« Votre PLU doit prendre en compte le stationnement des véhicules hybrides ou électriques » (et des vélos) - et « prévoir d'éventuels points de rechargement. »  
« Les décrets et arrêtés relatifs à l'obligation de création de bornes électriques de rechargement doivent être mentionnés. »*

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune concernant la question des déplacements agricoles abordée par la DDT et par la Chambre d'Agriculture ?

- *« Il est fait état de 3 sièges d'exploitation agricoles sur la commune. Tous les sièges se situent au sein du bourg, pouvant rendre difficile les conditions d'accès et de circulation. Les chemins et déplacements agricoles ainsi que les difficultés de circulation éventuelles devront être rajoutés » - DDT*

- « *La délimitation des zones urbaines à caractère pavillonnaire (UD) d'une part, et A Urbaniser (IAUh) d'autre part, pose la question de l'accessibilité future au parcellaire agricole.*  
*(...) Il est (...) indispensable que le PLU anticipe tout enclavement du parcellaire agricole, si l'accès ne peut se faire ailleurs que par les voies publiques actuelles.*  
*Des emplacements réservés (ER) et un principe de maintien d'accès dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du secteur situé rue de la Montagne, pourraient répondre à cette nécessité. »* - Chambre d'Agriculture

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune concernant le ru de la Fontaine des Aulnes et la bande d'inconstructibilité impliquée (Conseil Départemental) ?

- « *En page 34 du rapport de présentation, il conviendrait de mentionner le ru de la Fontaine des Aulnes qui borde la commune au Nord. Elle présente également l'origine du ru de FRETOY-LE-CHATEAU.*  
*L'absence de mention de ce cours d'eau entraîne l'absence d'une bande d'inconstructibilité dans le règlement en zone A, qui sera donc à intégrer. »*

**Réponse de la commune :**

Quelle est la réponse de la commune concernant les éléments complémentaires suivants, à intégrer au projet de PLU ?

- **DDT**

- (Votre document) « *doit (...) faire état de la scolarité des collégiens et lycéens résidant sur la commune. Ces informations devront être rajoutées (p. 27) »* du Rapport de présentation ;
- « *En ce qui concerne le développement économique, votre diagnostic nécessite des précisions complémentaires. (...) Le nombre et le type d'activités artisanales présentes sur la commune devront être rajoutées dans le diagnostic économique (p.55).* » du Rapport de présentation ;
- « *Le PLU arrêté propose un diagnostic de l'activité agricole avec une consultation des exploitants identifiés sur la commune, ainsi que par une localisation cartographique.*

*L'analyse figurant en pages 17 à 19 du rapport de présentation est trop succincte et doit être développée. »*

- *« Le règlement de votre PLU impose des « tronçons de voie sur lesquels tout nouvel accès est interdit ». Il est nécessaire de préciser l'article qui les concerne, soit : l'article L. 151-38. »*
- *« Afin de compléter les modalités de la gestion des eaux pluviales, il peut être opportun de préciser dans le règlement de réaliser au moins une place de stationnement perméable sur les deux places obligatoires par logement à usage d'habitation (sous-section IV). »*
- *« L'indication du Nord par une boussole devra être rajoutée sur le plan de découpage en zones « village » SC. »*
- **Conseil départemental**
  - Intégrer des précisions sur la station d'épuration intercommunale de CATIGNY : *« Concernant la thématique assainissement, il aurait été pertinent d'apporter des éléments relatifs à la station d'épuration intercommunale située à CATIGNY (année de mise en service, capacité nominale, charge de pollution reçue), et de prendre en compte l'évolution démographique des différentes communes raccordées sur le dispositif. »*

**Réponses de la commune :**

**AJUSTEMENT REGLEMENTAIRE**

Quelle est la réponse de la commune à l'ajustement réglementaire à effectuer, présenté par la Chambre d'agriculture ?

- *« zone UB – section UB II – sous-section III : spécifier que la disposition réglementaire indiquant que « les surfaces imperméabilisées ne devront pas excéder 50 % des espaces restés libres après implantation des constructions » ne s'appliquent pas pour les constructions et installations agricoles en zone UB. »*

**Réponse de la commune :**

**DEMANDE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Quelle est la réponse de la commune à la demande du Conseil départemental, de supprimer une partie de l'espace boisé classé situé le long de la RD 103 ?

- *« Je note la présence d'un espace boisé classé le long de la RD 103. Afin de lever toute contrainte éventuelle pour le Conseil départemental, je vous remercie de supprimer cet espace boisé classé sur une largeur de 10 mètres le long de la RD 103. »*

**Réponse de la commune :**

**AXES D'AMELIORATION DU DOCUMENT**

- **DDT**

Quelle est la réponse de la commune relativement à ces observations ?

- Terminologie : *« Le terme « eau potable » devra être remplacé par « eau destinée à la consommation humaine » ;*
- Identifier, localiser et caractériser les haies, bosquets, etc. : *« Le rapport de présentation ne propose pas d'identification, de caractérisation et de localisation des éléments du paysage (haies, bosquet, arbres d'alignement, etc.). »*
- *« Le rapport de présentation peut citer les événements importants qui se déroulent chaque année sur la commune. »*
- Précision à intégrer : *« Le rapport de présentation ne précise pas si le raccordement au très haut débit est effectif. »*
- *« Vos OAP ne mentionnent pas les modalités de la gestion des eaux pluviales or il peut être opportun de retenir l'option du « zéro tuyaux ». Cela consiste à éviter de développer des réseaux pour la gestion pluviale, en créant des éléments paysagers, des noues, fosses, et autres éléments naturels afin de gérer les eaux pluviales de manière plus douce. »*
- *« Des plans en couleur auraient été appréciés afin de faciliter la lecture du document » (Règlement graphique)*
- *« Il serait intéressant de rajouter une échelle graduée sur les deux plans graphiques. »*
- *« Le I<sup>er</sup> plan du réseau électrique est illisible. De plus, il est ni date, ne contient ni l'échelle, ni la direction du Nord, ni de légende. »*

**Réponse de la commune :**

## CORRECTIONS A APPORTER

### Corrections indiquées par la DDT (et par la Chambre d'agriculture pour l'une d'entre elles)

- *« Le nombre d'habitants de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais, précisé page 28, correspond à la donnée INSEE de 2015 et non de 2017. L'année devra être rectifiée. »*
- *« Le Programme Local de l'Habitat (PLH) du Noyonnais n'est plus en phase d'arrêt mais bien approuvé depuis le 17 décembre 2015. L'information devra être modifiée (p.29 et 64). »*
- *« Revoir la superficie de la parcelle n° 74 correspondant à la dent creuse n° 6 (p. 57). »*
- *« Mettre en concordance la surface de la zone « IAUh » indiquée page 92, page 102 ainsi que dans l'OAP. »*
- *« Le secteur Ax relatif au projet de canal Seine-Nord Europe se situe au Nord-ouest du territoire communal et non pas Nord-est comme indique page 95. » Cette erreur est également relevée par la Chambre d'agriculture : « A la page 95 (chapitre « destination des constructions, usages des sols et natures d'activités (zone A) »), il est indiqué que « la zone A comprend un secteur Ax situé au Nord-est du territoire ». Or ce secteur se trouve au Nord-Ouest de la commune. »*
- *« Le pourcentage de la zone urbaine dans le tableau récapitulatif des surfaces devra être corrigé (3,9 % au lieu de 1 %). »*

### • Correction indiquée par la Chambre d'agriculture

- *« A la page 92 (chapitre « la zone à urbaniser »), il est indiqué que la zone IAUh représente 4600 m<sup>2</sup>, alors que dans les OAP, celle-ci est mesurée à 4800 m<sup>2</sup>. Nous vous demandons la mise en cohérence des documents. »*

### • Correction indiquée par le Conseil départemental

- Pour les transports collectifs, corriger la mention de l'autorité organisatrice : *« Un chapitre du rapport de présentation, page 22, est consacré aux transports collectifs et*

*cite le Conseil départemental comme autorité organisatrice des transports interurbains. Or la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a confié aux régions l'organisation des transports interurbains depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, et des transports scolaires depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2017. »*

**Réponse de la commune :**

---

**Procès verbal de synthèse**

**Remis en mains propres le 02 décembre 2019**

**SIGNATURES :**

Campagne, le 02 décembre 2019

Madame MALVAUX Dominique  
Commissaire enquêtrice

Campagne, le 02 décembre 2019

Pour la commune de Campagne :  
*Nom, prénom, fonction*

## **ANNEXE VIII : LISTE DES SERVICES ET DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES CONSULTES**

### **Au titre des Services de l'Etat**

Monsieur le Préfet du Département de l'Oise  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau des Affaires Juridiques et de l'Urbanisme  
1, place de la Préfecture  
**60000 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Sous-préfet de l'Arrondissement de Compiègne  
21, rue Eugène Jacquet  
BP 49  
**60321 COMPIEGNE CEDEX**

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise  
Service Aménagement, Urbanisme et Energie  
40, avenue Jean Racine  
BP 317  
**60021 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires  
Délégation et antenne territoriales Nord Est – Compiègne  
Parc Clément Bayard  
8, rue Clément Bayard  
Bâtiment 2 – Étages 1 et 2  
CSP 10635  
**60476 COMPIEGNE CEDEX**

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires  
Service Eau, Environnement et Forêt  
29, boulevard Amyot d'Inville  
BP 320  
**60021 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires  
Service de l'Economie Agricole  
29, boulevard Amyot d'Inville  
BP 320  
**60021 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé  
Délégation territoriale de l'Oise  
13, rue Biot  
**60022 BEAUVAIS CEDEX**



Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
**59019 LILLE CEDEX**

**Au titre des Personnes publiques**

Monsieur le Président du Conseil Régional des Hauts-de-France  
151, avenue du Président Hoover  
**59555 LILLE CEDEX**

Madame la Présidente du Conseil Départemental de l'Oise  
Direction du Développement  
1, rue Cambry - BP 941  
**60024 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oise  
18, rue d'Allonne  
CS 60250  
**60000 BEAUVAIS**

Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Oise  
Rue Frère Gagne  
B.P. 40463  
**60021 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Oise  
3, rue Léonard de Vinci  
PAE du Tilloy  
BP 691  
**60006 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Président du Syndicat mixte des transports collectifs de l'Oise  
1, rue Cambry  
**60024 BEAUVAIS CEDEX**

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays Noyonnais  
Campus Economique Inovia  
1435, Boulevard Cambronne - Bâtiment 9  
**60400 NOYON**

**Au titre des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale**

Monsieur le Président du SIVOM de Guiscard  
127, rue du Général Leclerc  
**60640 GUISCARD**

Monsieur le Président du Syndicat intercommunal d'aménagement et d'entretien des cours d'eau et fossés du bassin versant de la Verse  
127, rue du Général Leclerc  
**60640 GUISCARD**

Monsieur le Président du Syndicat des Énergies des Zones Est de l'Oise  
20, Rue Jean Jaurès  
**60150 THOUROTTE**

Monsieur le Président du Syndicat à vocation multiple des Fontaines  
Mairie  
1, Place de la Mairie  
**60310 ECUVILLY**

Madame la Présidente du regroupement scolaire de Campagne, Catigny et Sermaize  
Mairie  
**60640 CATIGNY**

Monsieur le Président du Syndicat mixte AMEVA  
32, route d'Amiens  
**80480 DURY**

#### **Au titre des Communes limitrophes**

Monsieur le Maire de la commune d'Ecuvilly  
1, Place de la Mairie  
**60310 ECUVILLY**

Monsieur le Maire de la commune de Beaulieu les Fontaines  
7, Grande Place  
**60310 BEAULIEU-LES-FONTAINES**

Madame le Maire de la commune de Fretoy-le-Château  
1, rue Albin Cadet  
**60640 FRETOY-LE-CHATEAU**

Monsieur le Maire de la commune de Bussy  
12, rue du Buisson du Guet  
**60400 BUSSY**

Madame le Maire de la commune de Catigny  
22, rue du Canal du Nord  
**60640 CATIGNY**

#### **Au titre des Personnes Qualifiées**

Monsieur le Président du directoire de la Société du Canal Seine Nord Europe  
175, rue Ludovic Boutleux  
**62400 BETHUNE**